



Istit. di Diritto Pubblico
dell'Università di Padova

INTERNAZIONALE

Storia

E

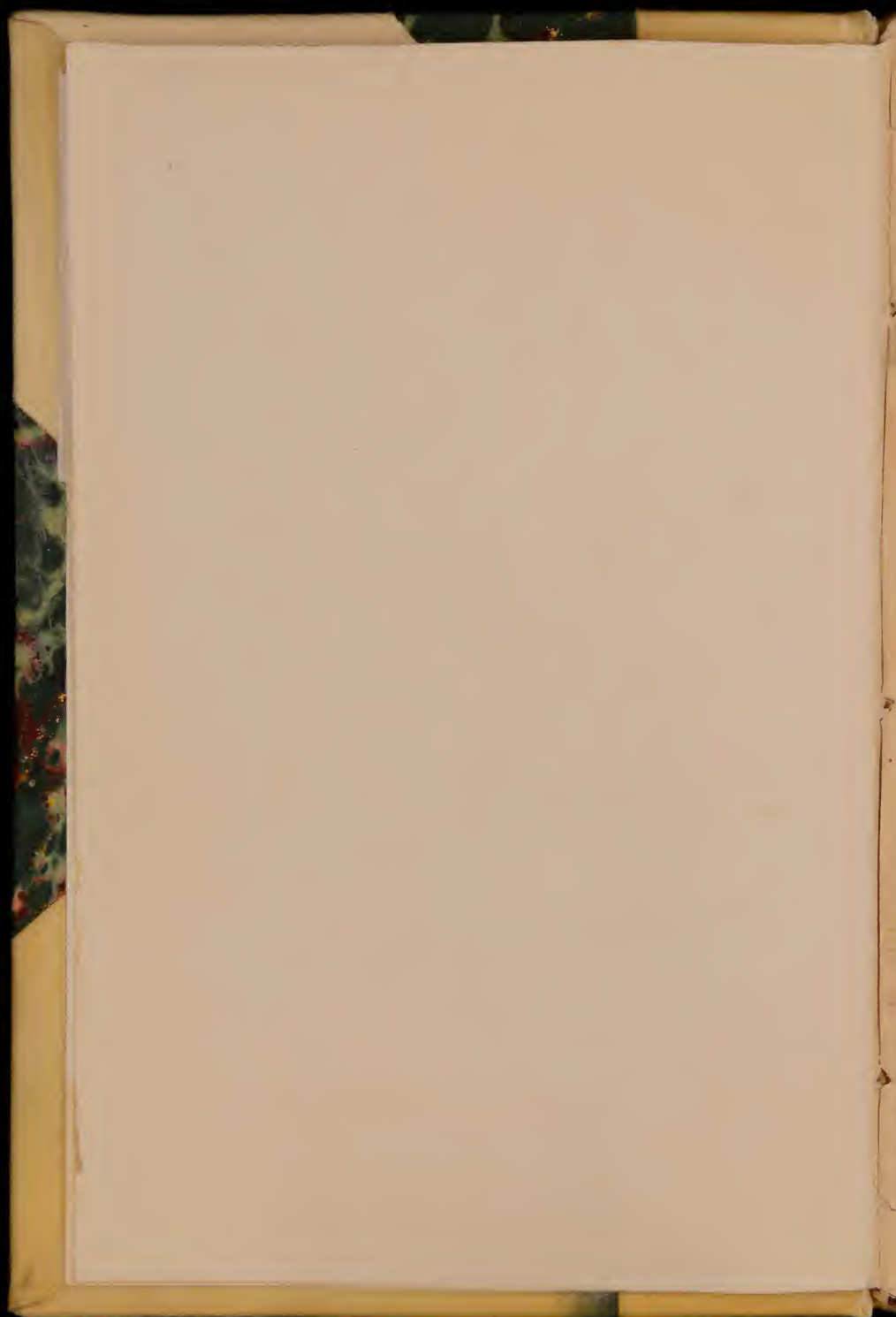
1

2

Stone E. 1
2

84

PRE 28689



TRAITÉ
JURIDICO-POLITIQUE
SUR LES
PRISES MARITIMES,

*Et sur les moyens qui doivent concourir
pour rendre ces Prises légitimes.*

Ouvrage traduit de l'Espagnol, de Monsieur
le Chevalier D'ABREU, Membre de l'Académie
Espagnole, & actuellement Envoyé
Extraordinaire de S. M. Catholique, auprès
du Roi de la Grande-Bretagne.

SECONDE PARTIE.



A PARIS,
Chez la Veuve DELAGUETTE, Imprimeur
& Libraire rue S. Jacques, à l'Olivier.

M. DCC. LVIII.
AVEC APPROBATION ET PERMISSION.

28th Nov 1851

My dear Mr. [illegible]

I have just received your letter of the 21st inst.

and am glad to hear that you are well.

I am writing to you to let you know that I have

just received your letter of the 21st inst.

and am glad to hear that you are well.

I am writing to you to let you know that I have

just received your letter of the 21st inst.

and am glad to hear that you are well.

I am writing to you to let you know that I have



TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans la seconde Partie.

CHAPITRE PREMIER.

LES vaisseaux qui Patentés par deux
Princes différens , sont-ils de bon-
ne prise ? Page 1

CHAP. II. L'Armateur est-il tenu de
conduire ses Prises dans le Port où
il a armé ? Peut-il les conduire où
bon lui semblera , soit dans les Ports
du Royaume ou dans les Ports étran-
gers ? 8

CHAP. III. *Quels sont les Juges compétens pour juger des différends qui peuvent s'élever touchant la légitimité des Prises ?* 26

CHAP. IV. *Quelle différence y a-t-il entre la Prise & la contrebande ? Si un vaisseau Marchand qui est dans un Port , porte des marchandises de contrebande , un Armateur est-il en droit de les saisir ; ou doivent-elles être confisquées au profit du Roi ?* 45

CHAP. V. *Des Reprises faites sur les ennemis de l'Etat. Doivent-elles revenir à leurs premiers Maîtres , ou appartiennent-elles au Repreneur ?* 50

CHAP. VI. *Des Reprises faites sur les Pirates ,* 66

CHAP. VII. *Des Juges compétens pour connoître des différends concernant les*

DES CHAPITRES. v

Reprises, 78.

CHAP. VIII. *Si les Armateurs peuvent avoir différens pavillons , & s'ils peuvent les arborer lorsqu'ils commencent d'appercevoir les navires des ennemis , &c.* 86

CHAP. IX. *Si les Prises doivent être faites conformément à l'Ordonnance des Courses pour qu'elles soient légitimes , & si dans les cas qu'elle n'aura point prévûs , il faut se régler sur les Traités,* 89.

CHAP. X. *Si lorsqu'un Armateur rencontre un vaisseau Marchand , c'est à l'Armateur ou au Capitaine du vaisseau Marchand à passer à l'autre bord pour la visite de la Commission & des autres pièces ,* 92

CHAP. XI. *Si les Prises faites après la conclusion de la paix sont légitimes ;*

lorsqu'elle n'est point venue à la con-
noissance des Armateurs, 94

CHAP. XII. *Si c'est à l'Armateur à*
prouver la légitimité de la Prise, ou à
celui sur qui il l'a faite, 97

CHAP. XIII. *Si parmi les effets dont*
l'Armateur s'est saisi, il s'en trouve
qu'on prétende ne point appartenir à
l'ennemi, est-ce au Preneur à le prou-
ver? 104

CHAP. XIV. *Si l'on conteste que des*
effets trouvés à bord d'un vaisseau
Ami ou Allié soient de l'ennemi,
la preuve en appartient-elle à l'Arma-
teur? 109

CHAP. XV. *Si les procès que les Pri-*
ses occasionnent doivent être jugés sur
les pièces trouvées à bord du vaisseau
pris, ou si l'on doit accorder au vain-
cu le tems d'en produire d'autres.

DES CHAPITRES. vij

*Les Jugemens rendus en conséquence
sont-ils sujets à l'appel?*

117

CHAP. XVI. *De la part qui revient
au Roi des Prises , des droits que
doivent payer les Armateurs , soit
Espagnols , soit Etrangers , qui con-
duisent leurs Prises dans nos Ports.
Si ceux qui ont aidé à faire une
Prise peuvent y prétendre leur part, 124*

Fin de la Table de la seconde Partie.

TRAITÉ



TRAITÉ

JURIDICO-POLITIQUE,

SUR LES

PRISES MARITIMES,

Et sur les moyens qui doivent concourir
pour rendre ces Prises légitimes.

CHAPITRE PREMIER.

*Les vaisseaux qui ont des Patentes
de deux Princes différens, sont-ils
de bonne prise ?*

§. I.



NOUS avons vû dès le commencement de ce Traité que les vaisseaux armés en Course doivent être munis de Patentes de leur Souverain.

Part. II.

A

§. II.

Il s'agit ici de savoir s'ils peuvent se faire donner des Patentes par deux Princes différens, & s'ils font de bonne prise dans le cas où ils s'en sont munis. L'affirmative paroît d'abord tout-à-fait naturelle ; car on ne devoit point regarder comme un Armateur légitime, mais plutôt comme un vrai Corsaire celui qui, non content des expéditions de son Souverain, entreprendroit de lui égaler, pour ainsi dire, par la double Patente, tout autre Prince de qui il l'auroit obtenue. Cét Armateur seroit d'ailleurs coupable d'avoir privé son Souverain légitime de l'appanage le plus inaliénable de la souveraineté, qui est le domaine suprême, exclusif ou indivisible sur ses vassaux.

§. III.

Ce sentiment se trouve appuyé par

des raisons très-plausibles ; car personne ne peut être à la fois sujet de deux Princes différens , ni s'engager au service de l'un qu'il n'ait fini ses engagements avec l'autre. Le travail que lui impose l'obligation qu'il a de bien remplir son devoir à l'égard d'un seul maître , fait assez voir l'impossibilité , fondée d'ailleurs sur le droit , qu'il y a en ce qu'un Armateur s'assujettisse en même-tems aux deux Puissances qui lui auront expédié des Patentes.

§. I V.

Il faut de plus observer que si cet Armateur , abusant des Patentes dont il est muni , se rend coupable envers les Princes qui les lui auront accordées , il doit nécessairement se soumettre à la Jurisdiction de tous les deux , & par là compromettre & rendre nulle , contre tout droit , celle de son Souverain légitime.

§. V.

C'est pour ces raisons que l'Ordonnance des Courses, art. 7 déclare de bonne prise tout vaisseau muni de Patentes de différens Princes, & que si le vaisseau trouvé dans ce cas est armé en guerre, le Capitaine & les Officiers devront en être punis comme des Pirates. Rien de plus dangereux en effet que cette pratique : un Armateur pourroit dans bien des occasions se porter au moyen de l'une des Patentes à des violences que l'autre lui interdiroit, & attaquer des vaisseaux qui ne seroient point à ses ennemis.

§. VI.

Quelque naturelle que soit la défense des deux Patentes, elle souffre cependant ses exceptions. Il est bien vrai que si les deux Princes qui auroient

expédié des Patentes à l'Armateur ne suivoient pas le même parti ni les mêmes intérêts dans la guerre, il y auroit de grands abus dans leur usage. En vertu de l'une des deux commissions l'Armateur pourroit inquiéter la Nation qui feroit en guerre avec le Souverain qui la lui auroit accordée, quoiqu'elle fût en paix avec d'autres dont il auroit également reçu des Patentes. Si, par exemple, au commencement de cette guerre (1746) un Sujet des Etats Généraux, alliés de l'Espagne, eût été muni de Patentes par sa République pour aller en Course, qu'il l'eût été en même-tems par l'Angleterre, avec qui nous sommes en guerre, & Alliée de la Hollande; il est évident qu'en vertu des Patentes de la Grande-Bretagne il auroit pû troubler le commerce des Espagnols, que les Lettres des Etats Généraux lui auroient enjoint de ne point inquiéter. C'est à ce cas qu'il

faut rapporter l'article 7 de l'Ordonnance des Courtes , & à plus forte raison à celui où les Patentes feroient de deux Princes ennemis.

§. VII.

Mais si les deux Patentes étoient expédiées par deux Souverains qui suivissent le même parti & le même intérêt dans la guerre , comme font aujourd'hui le Roi de France & Sa Majesté Catholique , l'usage des deux Patentes n'entraîneroit aucun inconvénient , puisqu'elles tendroient l'une & l'autre à la même fin , qui seroit l'affoiblissement & la destruction de l'ennemi commun.

§. VIII.

Ainsi doit être encore interprétée la loi 8 , tit. 25 , part. 4 , qui défend à tout particulier de passer à un second en-

gagement, tant que le premier subsiste.
 Cette loi ne peut regarder que le cas
 auquel le second engagement seroit pré-
 judiciable au Souverain de celui qui l'au-
 roit contracté. C'est-là l'interprétation
 que lui donne Grégoire Lopez.



CHAPITRE II.

L'Armateur est-il tenu de conduire ses Prises dans le Port où il a armé? Peut-il les conduire où bon lui semblera, soit dans les Ports du Royaume ou dans les Ports étrangers?

§. I.

L'ARTICLE 7 de l'Ordonnance des Courses de l'an 1621 enjoignoit aux Armateurs de ne conduire, & sur-tout de ne vendre leurs Prises que dans les Ports où ils auroient armé. Il ne leur étoit permis de s'écarter de cet ordre que dans des cas pressans, encore falloit-il qu'ils en eussent eu la permission du Vice-Roi, du Commandant, ou du Juge du Port où

l'Armement avoit été fait. Ainsi le dispofoit encore la Déclaration du premier Décembre 1709.

§. I I.

L'on a dérogé depuis à ces Réglemens, & l'on a permis aux Armateurs de conduire leurs Prifes là où il leur feroit le plus commode, vû les dangers, les dommages & les frais qu'entraînoit l'obligation de les conduire au Port de l'armement. Cette difpofition contraire aux premiers Réglemens fe trouve dans l'Ordonnance de 1702, aux articles 1, 2, & 20; & à l'article 1 de celle de 1718, dont voici les termes. « Les Armateurs pourront » vendre leurs Prifes là où leur plus grande commodité leur aura permis de les » conduire; mais autant que faire fe » pourra, ils devront l'exécuter dans » les Ports où ils auront armé ».

§. III.

A la vérité la disposition qui enjoignoit absolument aux Armateurs de conduire leurs Prises dans les Ports où ils avoient armé, nous paroît un peu trop dure, souvent, pour s'y conformer, ils devoient s'exposer au péril de les perdre. Cela nous mene à croire que même les anciennes Ordonnances ne prétendoient les y obliger que dans le cas où ils n'auroient à craindre ni d'en être dépouillés par d'autres Armateurs, ni de les perdre par la violence d'une tempête.

§. IV.

Notre Droit Royal nous fournit de quoi appuyer cette conjecture. Le Patron ou Capitaine d'un vaisseau Marchand est obligé d'aller en *droiture* à l'endroit de la destination de la cargaison, sans qu'il puisse s'écarter de sa

route, ni toucher à d'autres Ports, quand même ce feroit pour y prendre plus de personnes, ou d'autres marchandises, à moins qu'il n'en fût ainsi convenu avec les Fréteurs de son vaisseau. Il lui est également défendu de décharger sa cargaison dans les Ports où il pourroit toucher, parce qu'il l'expose au risque d'être perdue ou égarée. Cependant il peut contrevenir à ces dispositions, si la crainte de tomber au pouvoir d'un Corsaire, ou quelque autre raison de la même force l'y contraint. Dans ce cas il peut aussi vendre au Port où il se fera réfugié les marchandises qu'il aura à son bord, quoique destinées pour tout autre endroit (a).

§. V.

Ce que nous venons de dire regarde

(a) *Curia Philippica*, lib. 3, cap. 11, n. 8.

les Armateurs Espagnols. Quant aux étrangers, la loi qui obligeoit les Armateurs François de conduire ou d'envoyer leurs Prises & leurs prisonniers au Port où ils auroient armé, sous peine de privation de leurs droits, & même d'une amende arbitraire, a été aussi révoquée. L'Ordonnance de 1702, concernant les Courses des Espagnols & des François contre leurs ennemis communs, leur permet de mener leurs Prises par-tout où il leur sera plus expédient. Dans une autre Ordonnance confirmative de celle-ci, en date du 20 Mars de l'année suivante, l'on statua que les Armateurs François qui entreroient avec leurs Prises dans les Ports d'Espagne, & qui feroient exhibition de leurs Patentes, feroient admis avec les effets de leurs captures au commerce du Royaume, sans qu'on leur imposât aucune charge, ni qu'on leur causât aucun trouble. Tout cela

est conforme aux articles 15, 16, 19, du Traité fait avec l'Angleterre en 1495 ; à l'article 4 du Traité de Commerce avec l'Empereur en 1725 ; à l'art. 30 du Traité de 1604 ; à l'art. 28 de celui de 1630 ; à l'art. 7 du Traité du 1667 ; à l'art. 27 du Traité de l'Assiento des Nègres, de 1713, tous faits avec l'Angleterre ; à l'art. 14 du Traité fait avec le Dannemarck en 1641 ; & à l'art. 21 du Traité fait en 1714 avec les Provinces-Unies.

§. VI.

Mais comme cette liberté de commerce entre la France & l'Espagne caufoit un préjudice considérable au Commerce général de la Monarchie ; en ce que les Armateurs François introduisoient quantité de marchandises sans payer les droits, sous prétexte que c'étoient des Prises faites en mer : on

sentit l'abus, & on le corrigea par une Déclaration Royale. Mais, en restreignant la concession, cette Déclaration n'ôta pas aux Armateurs étrangers la liberté d'entrer avec leurs Prises dans les Ports du Royaume, & d'y vendre leurs effets.

§. VII.

L'on peut opposer contre ce que nous venons de dire différens articles de l'Ordonnance des Courses, qui y paroissent contraires « qu'aucuns vais-
» seaux, dit l'art. 15, pris par des Ca-
» pitaines qui ont une Commission étran-
» gere, ne restent plus de vingt-qua-
» tre heures dans mes Ports, à moins
» que le mauvais tems ne les y re-
» tienne, ou que la Prise n'ait été faite
» contre les ennemis de l'Etat » L'art.
16, dit : « Si l'on trouve dans les Pri-
» ses conduites dans mes Ports par des

» vaisseaux armés en guerre qui auront
» des Commissions étrangères, des marchandises appartenantes à mes Sujets, ou à ceux de mes Alliés, celle de mes Sujets seront restituées, & les autres ne pourront être mises dans aucun magasin, ni achetées par personne, sous quelque prétexte que ce soit». Les Traités avec la Hollande portent à-peu-près la même chose, en ce qu'ils ont arrêté qu'on ne donnera point de retraite en Espagne aux Armateurs qui auront fait des Prises sur les Hollandois, ni dans les Ports de Hollande à ceux qui en auront fait sur les Espagnols.

§. VIII.

Pour accorder ces différens dispositifs, il faut distinguer quatre cas auxquels se rapportent les articles 15 & 16 de l'Ordonnance, & l'art. 21 du Traité avec la Hollande. 1°. La Prise

peut se faire par un Armateur étranger sur les ennemis de l'Espagne. 2°. La Prise peut avoir été faite par un Armateur étranger sur les Alliés de l'Espagne ou sur des Peuples neutres. 3°. Dans les Prises faites par un Armateur étranger, il peut y avoir des marchandises appartenantes aux Espagnols. 4°. Il peut se trouver des marchandises appartenantes aux Alliés de l'Espagne dans les Prises faites par un étranger.

§. I X.

Dans le premier cas, il n'y a aucun doute que l'Armateur ne puisse conduire sa Prise dans les Ports de l'Espagne, & s'y arrêter avec elle. Cela est fondé sur l'intérêt que nous devons prendre à l'affoiblissement de nos ennemis. Nous devons aider un Armateur qui y contribue, de tous les secours possibles, en lui fournissant tout

tout ce qui favorise ses hostilités, & lui donnant une retraite dans nos Ports. C'est pour cela que nous avons établi ci-dessus (chap. 4) qu'un Armateur peut attaquer ses ennemis, même dans l'enceinte d'un Port, pourvu que le Prince à qui ce Port appartient soit aussi en guerre avec la Nation que cet Armateur inquiète.

§. X.

L'article 21 du Traité avec la Hollande, & l'art. 15 de l'Ordonnance ont lieu dans le second cas. Aucun Armateur ne peut alors rester dans le Port plus de vingt-quatre heures, à moins que le mauvais tems ne l'y retienne. On nous opposera peut-être l'art. 4 du Traité de Commerce fait avec l'Empereur en 1725. Cet article accorde généralement l'entrée dans les Ports d'Espagne aux Armateurs Sujets

de l'Empereur avec leurs Prises , sans distinction , & sans la leur interdire dans le cas qu'elles n'aient point été faites contre nos ennemis. Or cet article devant être interprété dans le sens le plus favorable aux autres Nations , il s'ensuit que nonobstant l'article 21 du Traité avec la Hollande , & le 15 de l'Ordonnance , elles devront jouir de ce privilège dans la même généralité.

§. XI.

Comme cet article ne parle que des Prises faites sur les ennemis en général , il faut l'entendre de celles seulement qui auront été faites sur les ennemis communs aux deux Puissances contractantes , & ne pas l'étendre jusqu'à celles qui l'auroient été sur des Nations neutres ou alliées. Le Traité avec l'Empereur doit être d'ailleurs

interprété, conformément aux Traités faits avec l'Angleterre & la Hollande, & principalement à l'article 21 du Traité avec la seconde de ces deux Puissances.

§. XII.

Dans le troisième cas l'art. 12 de l'Ordonnance des Courses, décide que les effets appartenans aux Sujets de l'Espagne leur devront être restitués. Il est évident que les Prises dont il est ici question doivent avoir été faites sur des ennemis communs à l'Armateur & à l'Espagne. Car si elles l'avoient été sur une Nation neutre ou alliée de la Couronne, les articles de l'Ordonnance & du Traité avec la Hollande ne permettent point à l'Armateur de s'arrêter dans nos Ports. Or dans cette supposition cette restitution ne paroît pas légitime ; 1°. parce que les Traités avec l'Empereur &

la Hollande ont arrêté que les Armateurs sujets de ces deux Puissances pourront entrer dans nos Ports avec ces fortes de prises, & en sortir en toute liberté & sans le moindre trouble. Le Traité avec la Hollande dit même que, *les Officiers de Sa Majesté ne pourront les arrêter, ni prendre d'elles aucune connoissance.* 2°. Parce que l'article 9 de l'Ordonnance des Courtes décide de bonne prise les effets des Espagnols trouvés à bord des vaisseaux ennemis. 3°. Le même a été arrêté par l'art. 10 du Traité de Commerce avec l'Empereur ; par l'art. 19 du Traité des Pyrénées ; par le Traité de 1667 avec l'Angleterre, art. 26 ; & par l'art. 13 du Traité de 1650 avec la Hollande. D'où il faut conclure que nos Espagnols n'ont aucun droit de prétendre la restitution de leurs marchandises trouvées à bord des navires pris par les étrangers, soit que

ces navires appartiennent à nos ennemis, à nos Alliés, ou à des Peuples neutres.

§. XIII.

Pour résoudre cette objection qui est à la vérité très-spécieuse, il faut considérer que tout Prince qui a un plein domaine & une parfaite souveraineté dans ses Etats, est tenu à la défense de ses Sujets & de leur fortune, & à les garantir de toute insulte. Il manqueroit à son obligation s'il ne prenoit pas connoissance des biens de ses Sujets conduits dans ses Ports par des Armateurs étrangers, & s'il négligeoit d'en procurer la restitution. Il n'est aucune disposition qui puisse dispenser un Souverain d'un tel devoir. Ce que nous établirons au Chapitre où nous discuterons quels sont les Juges compétens pour juger de la légitimité des Prises, nous four-

nit de quoi appuyer notre solution. Il est bien vrai que les Traités excluent de la connoissance des différends sur la légitimité des Prises les Officiers de Sa Majesté, mais il ne l'est pas moins aussi qu'ils sont Juges très-compétens toutes les fois que les sujets y sont intéressés, afin de les maintenir dans leurs droits. Voici encore une réflexion qui acheve de dissiper la difficulté : dès que les biens des Espagnols sont conduits avec le vaisseau ennemi qui les transportoit, dans un des Ports de Sa Majesté, ils commencent à jouir du droit de *retrait*. Ce droit ne peut point s'étendre sur le vaisseau, parce qu'il appartient à un ennemi commun à l'Armateur & au Souverain Maître du Port. Et les Traités qui confisquent les biens des Amis trouvés sous un Pavillon ennemi ne doivent être suivis que dans les cas où ce droit de retrait n'a point lieu.

§. X I V.

Dans le quatrième cas les marchandises appartenantes aux Alliés ne peuvent être mises au magasin , ni achetées par personne , sous quelque prétexte que ce soit. Il est évident qu'il ne s'agit point dans ce quatrième cas des Prises faites sur nos Amis ou sur des Peuples neutres , parmi lesquelles il se trouveroit des biens de nos Alliés. L'Ordonnance qui défend de les mettre dans le magasin , ou de les vendre , seroit alors un superflu , puisqu'indépendamment de ce dispositif l'article 21 du Traité avec la Hollande défend déjà un tel procédé à l'égard des marchandises trouvées à bord des navires de nos Amis pris par des étrangers. La disposition dudit article de l'Ordonnance seroit absurde si elle devoit s'entendre des Prises faites

sur des ennemis communs. Car les biens de nos Alliés qui y seroient trouvés, devroient être réputés biens de l'ennemi, de même que le navire saisi. Telle est la disposition des articles rapportés ci-dessus, laquelle confisque les effets quelconques, trouvés sur des vaisseaux de l'ennemi.

§. XV.

Cette difficulté se résoud par le même principe que nous avons employé à la solution de celle du §. 12. La raison qui prouve en faveur des Sujets de Sa Majesté, prouve aussi pour ses Alliés, puisqu'un Roi doit également sa protection aux uns & aux autres, leurs intérêts étant les mêmes. Ainsi, comme les biens des Sujets pris par les étrangers commencent à jouir du droit d'asyle dès qu'ils sont conduits dans un Port de leur Souverain, ceux des Alliés doivent avoir le même

avantage. Un procédé contraire feroit de la part de l'Armateur étranger une continuation d'hostilités , attentatoire à la souveraineté du Maître du Port, & au respect qui lui est dû.





CHAPITRE III.

*Quels sont les Juges compétens pour
juger des différends qui peuvent
s'élever touchant la légitimité des
Prises ?*

§. I.

CETTE question n'a aucune difficulté à l'égard des Sujets de Sa Majesté. Il est arrêté par l'art. 2 de l'Ordonnance des Courses que « la légitimité des Prises devra être jugée » par les Intendans ou leurs Subdélégués résidens dans les Ports où elles » auront été conduites ; & au cas que » dans lesdits Ports il n'y ait ni Intendant ni Subdélégué, Sa Majesté » ordonne au Gouverneur ou au Juge » de la Place de recourir à l'Intendant

» de la Province, afin d'aviser aux
» moyens de décider le différend ».
Cette disposition regarde la décision
de ces différends en première instance.
En cas d'appel, Nous croyons que la
connoissance en appartient au Conseil
de guerre ; pratique qui nous semble
autorisée par le droit & par l'usage.

§. II.

Pour dissiper tout doute sur ce point
il sera bon de citer ici une Déclaration
Royale qui termina une forte contesta-
tion qui s'étoit élevée entre le su-
prême Conseil de Guerre & celui d'A-
ragon. Il s'agissoit de savoir ou de
fixer qu'elles étoient les causes qui
ressortoient de chacun de ces Conseils.
Après plusieurs instances & représen-
tations de part & d'autre, la Reine
Régente, Mere de Charles II, de l'a-
vis de l'Assemblée des Etats du Royau-

me , décida le procès par sa Déclaration du 17 Avril 1675 , dans laquelle Elle s'expliquoit dans ces termes : « Le » Conseil de Guerre a le droit exclu- » sif de connoître de tous les différends » concernant la guerre , comme l'ex- » pédition des dépêches , les procès » sur le salut & sur les Prises , les- » quels doivent être jugés par les loix » Militaires , &c. »

§. III.

S'il y a donc quelque difficulté sur ce point elle ne peut regarder que les Prises faites par les étrangers & conduites dans les Ports du Royaume. Il paroît d'abord que les Officiers de Sa Majesté ne sont point Juges compétens , puisque les demandeurs & les défendeurs étant supposés étrangers , il y a d'autant moins de raison de les assujettir à sa juridiction , que ces étran-

gers ont leurs Consuls pour connoître de leurs différends , à qui la connoissance en doit appartenir privativement à tous autres Juges. Il est vrai que ces Consuls ne pouvant point exercer la Justice chez l'Etranger ne doivent point être regardés comme des Juges ordinaires ; mais cela n'empêche point qu'ils ne soient compétens pour connoître de ces sortes de causes , en tant qu'ils sont commis à cet effet par les Souverains des parties. La Jurisdiction qu'on accorde à ces Consuls n'a rien d'étrange ni de contraire aux loix : le Droit Commun reconnoît ces sortes de transports de Jurisdiction , pour ainsi dire , sur les étrangers , pourvû que ce soit du consentement du Souverain dans le territoire duquel ils l'exercent (a). Quelques Auteurs pré-

(a) Casarregis , de commercio tom. 2 , discuss. 174 , ex. n. 5.

tendent que le droit qu'ont les Consuls de juger leurs compatriotes dans les Etats & du consentement des Princes étrangers, émane de ces derniers, & non pas du Souverain leur Maître (b). Mais le sentiment opposé nous paroît plus vraisemblable ; car le consentement des Princes dans les Etats desquels ces Consuls, résident ne fait que détruire l'incapacité dans laquelle ces Consuls se trouveroient sans cela par leur qualité d'étrangers, d'exercer aucune Jurisdiction dans leurs domaines. Cette incapacité une fois détruite, ces Souverains sont censés s'être dépouillés de leur droit en faveur du Prince qui avoit envoyé ces Consuls (c). La même chose arrive lorsqu'on

(b) Mastrillo, de magistratib. tom. 1, lib. 3, cap. 4, n. 155, Scacc. de sentent. & rejudic. gloss. 7, quæst. 4, spec. 2, n. 168.

(c) Catarregis, ubi suprà.

permet à un Juge d'exercer la Justice dans le district d'un autre : dans ce cas sa Jurisdiction s'étant étendue sur un district qui n'est pas le sien, par le consentement du Juge de l'endroit & par celui des parties, les deux Juges sont censés n'en faire qu'un, & les sentences de celui qui s'est ingéré de cette sorte dans une Jurisdiction étrangère ont la même force que s'il les avoit rendues pour des causes renfermées dans les bornes de la sienne propre (d).

§. IV.

Malgré la force de ces raisons nous croyons que les Officiers de Sa Majesté sont les seuls Juges compétens des Prises que les étrangers conduisent dans ses Ports. Ainsi le décident les Ordon-

(d) Carleval de judic. tom. 1, disp. 2, quest. 8, sect. 1, n. 272.

nances en faveur des Justices des Ports, sans mettre aucune différence entre les Prises faites par les étrangers & celles que font les Sujets de Sa Majesté. D'ailleurs les étrangers, en conduisant leurs Prises dans les Ports du Royaume, sont censés se soumettre à sa Jurisdiction. C'est ainsi que la connoissance des crimes commis dans un Port appartient de droit au Juge de la Ville à laquelle ce Port est attenant (e). Il ne faut pas s'imaginer que les Consuls aient, en vertu du consentement des Souverains, dans les Etats desquels ils résident, aucun droit pour juger ces sortes de litiges : leurs pouvoirs sont trop bornés pour cela ; & ils ne sont chargés que de protéger leurs compatriotes résidans chez l'étranger (f).

(e) Crepi, tom. 1, observat. 15, n. 38.

(f) Casarregis, ubi suprà, n. 33.

§. V.

Le Traité fait en 1714 avec la Hollande nous fournit un moyen de preuve en faveur de notre sentiment. Voici les termes de ce Traité à l'art. 22 : « Les Consuls que leurs Hautes-Puissances établiront dans les Etats du » dit Seigneur Roi , pour y aider & protéger leurs Sujets , &c. » Cet article fait assez voir combien est bornée la Commission de ces Consuls , & qu'ils n'ont pas même l'ombre de Jurisdiction. Quand même ils en auroient quelqueune, elle devrait être sans effet , parce que dans les Etats de Sa Majesté personne ne peut exercer aucune Jurisdiction , si ce n'est ceux qu'elle nomme à cet effet ; & il est certain d'ailleurs qu'aucune Puissance ne peut donner droit de Jurisdiction hors de ses Etats. L'art. 27 du Traité de 1667

Part. II. C

avec l'Angleterre est également décisif. Mais la Déclaration du mois de Décembre de l'année 1709 est encore plus formelle : elle fut faite à l'occasion du droit que s'attribuoient les Consuls François de connoître des Prises menées dans nos Ports par les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne.

§. V I.

Ce que nous venons d'établir est selon la rigueur du droit. Plusieurs Traités ont disposé le contraire. L'article 23 du Traité des Pyrénées ; l'article 30 du Traité de 1604 , & le Traité de 1630 , art. 28 , tous deux avec l'Angleterre , ont décidé que la connoissance des différends élevés en Espagne concernant les Prises , devoit être renvoyée aux Juges du Royaume dont seroient ceux contre qui la plainte seroit formée. Enfin l'article 21 du

Traité de 1714 avec la Hollande
s'explique dans les termes suivans :

» Les vaisseaux de guerre desdits Sei-
» gneurs (le Roi d'Espagne & les Etats
» Généraux) qui auront été armés en
» guerre, pourront conduire en toute
» liberté les Prises qu'ils auront faites
» sur leurs ennemis , là où ils jugeront
» à propos , sans être sujets à aucun
» droit , comme d'Amirauté , ou tout
» autre , & cela dans le cas qu'ils ne
» déchargent point les effets de ses
» Prises. Mais s'ils les déchargent , ce
» qu'ils pourront faire après en avoir
» obtenu la permission, ils payeront les
» droits d'entrées respectivement , &
» selon les loix du parage. Bien enten-
» du qu'il ne sera pas permis de dé-
» charger des marchandises de con-
» trebande ou prohibées , & que les-
» dits vaisseaux ou lefdites Prises qui
» entreront dans les Ports dudit Sei-
» gneur Roi ou desdits Seigneurs les

» Etats Généraux , ne pourront être
» arrêtés ni fujets à l'*embargo* , & que
» les Officiers des Parages ne pour-
» ront prendre aucune connoissance de
» la valeur de ces Prises. »

§. VII.

Il est cependant des cas où les Officiers de Sa Majesté pourront sans contrevenir à ces dispositions , juger de la légitimité des Prises conduites par les Etrangers dans les Ports du Royaume.

§. VIII.

Le premier cas où les Officiers de Sa Majesté peuvent connoître de ces différends , c'est lorsque la légitimité de la Prise conduite dans quelqu'un de ses Ports , est contestée par quelqu'un de ses Sujets qui s'y trouve intéressé. Cette exception est fondée sur les mêmes articles du *Traité* fait avec l'An-

gleterre , qui ne la reconnoissent point si le reclamateur n'est pas Sujet du Roi. Quand même un tel cas n'auroit point été prévu par les loix positives , le droit naturel & la raison en indiqueroient toujours la décision conforme à l'exception du Traité. En effet ; le Roi est tenu par sa qualité de Souverain de protéger ses Sujets opprimés & injustement dépouillés de leurs biens. S'il a d'ailleurs dans ses Etats les biens qu'on leur a saisis , & l'Armateur qui en a fait la saisie , prêt à les emporter , il ne doit pas permettre qu'il s'éloigne , & que ses Sujets , frustrés dans leur patrie de la justice qu'ils demandent , soient réduits à l'aller solliciter chez l'Etranger à grands frais , & souvent en vain.

§. I X.

Le second cas est , quand par incidence , & relativement à quelque

point , qui est à tous égards de la compétence des Officiers de Sa Majesté, ceux-ci se trouvent obligés d'examiner la valeur & la légitimité des Prises. L'incident est alors de leur compétence autant que le principal. Ceci n'est point une nouveauté ni une subtilité contraire au droit ancien. De tout tems le Juge incompetent pour une cause , en a pu connoître , d'abord qu'un incident l'a liée à quelque autre qui étoit évidemment de sa compétence (g).

§. X.

Les Prises peuvent aussi avoir été faites par des étrangers sans Patentes. Il est hors de doute que dans ce troisième cas les Officiers de Sa Majesté sont en droit d'en connoître, de con-

(g) Leg. quoties 3 , cod. de judic. leg. 11 , cod. de ord. judic.

fiſquer les vaiſſeaux de ces Armateurs, ou plutôt de ces Pirates, & de les châtier comme des vagabonds & des brigands. Ainſi le diſpoſe l'art. 6 de l'Ordonnance des Courſes de l'année 1718; & ſi conformément à ce diſpoſitif, de pareils Armateurs peuvent être arrêtés, même en pleine mer, à plus forte raiſon pourront-ils être punis dans l'enceinte des Ports (*h*).

§. X I.

Il peut bien arriver qu'un étranger ſans être Armateur, & navigeant tranquillement pour ſon commerce, ſe trouve dans la néceſſité d'en venir aux mains avec les ennemis, que le combat lui réuſſiſſe, & qu'il s'empare du vaiſſeau de celui contre qui il aura eu à faire. Il n'eſt pas naturel que cet homme,

(*h*) Carleval, de judic. tit. 1, diſp. 2, n. 45.

quoique sans Commission, soit traité en Pirate. Mais il doit alors se soumettre à la décision des Juges du Port où il aura conduit sa Prise, & se justifier devant eux du crime de piraterie dont les apparences sont contre lui. Si, après cette justification, il s'élève quelqu'autre contestation à l'égard de la même Prise, les Juges du même Port en pourront également connoître, parce que toutes les loix qu'on peut citer ne leur ôtent que la connoissance des Prises faites par des vaisseaux armés en guerre & munis de Patentes, mais non pas des autres.

§. X I I.

Enfin, les Armateurs étrangers peuvent avoir envie de vendre leurs Prises dans les ports du Royaume; & c'est ici le dernier cas où les Officiers de Sa Majesté connoîtront des Prises

des étrangers, & exigeront que les Armateurs en prouvent la légitimité. Car dans la supposition que ces effets appartenissent aux ennemis de l'état, il y auroit de très-grands inconvéniens à en faciliter l'introduction, la décharge & la vente dans nos Ports. Il faut donc qu'il conste auparavant que ces biens sont venus au pouvoir d'un étranger, Ami ou Allié, par le droit des armes, & non par un commerce libre & volontaire. L'article 7 du Traité de 1667 avec l'Angleterre, permet aux Anglois de commercer dans nos Ports les biens de nos ennemis, pourvû qu'ils s'en soient rendus maîtres par la force des armes, & que la saisie en ait été jugée légitime. Pour lors ces effets pris sur nos ennemis par des Armateurs, nos Amis, sont censés appartenir à ces derniers, & purgés, pour ainsi dire, du vice qui en interdisoit le commerce dans notre Royaume.

§. XIII.

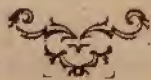
Ce que nous venons d'établir donne lieu à une objection assez spécieuse. L'article 21 du Traité avec la Hollande défend aux Hollandois de décharger dans nos Ports les effets de leurs Prises, s'ils sont de contrebande : or comme les Prises dont parle cet article ne peuvent avoir été faites que sur nos ennemis, & que les biens de ces derniers sont censés être de contrebande ; il semble que cet article se contredit, & qu'en même tems qu'il permet aux Hollandois la vente de leurs Prises dans nos Ports, il la leur défend absolument. De plus, la disposition du même article donne à entendre qu'il peut y avoir des effets sur les vaisseaux pris qui ne feront point de contrebande, quoi qu'appartenans à nos ennemis, & que les Hollandois auront

la faculté de les commercer dans nos Ports.

§. XIV.

Mais cette difficulté s'évanouit dès qu'on réfléchit sur les conditions qui font que certaines marchandises sont de contrebande : elles le sont , ou par leur qualité intrinsèque , ou parce qu'elles appartiennent à nos ennemis. Le Droit Commun , & plusieurs Déclarations Royales défendent la vente des premières ; & les autres sont prohibées par le tit. 18 , Liv. 6 de la Récompilation. Le vice de celles-là est grand à la vérité ; mais le vice de celui-ci l'est bien davantage ; car les marchandises de nos ennemis n'ont plus rien d'odieux après la guerre, ni même avant sa fin , si , par la force des armes , elles tombent au pouvoir de nos Alliés. Les marchandises dont la contrebande consiste au contraire dans leur qualité intrinsèque , ont

un vice indélébile qui les suit toujours comme attaché à leur nature. Or, cela posé, la difficulté doit disparaître; car lorsque l'article du Traité avec la Hollande interdit la vente des marchandises de contrebande provenant des Prises, il n'entend parler que de celles qui le sont par leur qualité intrinsèque, & dont le commerce est défendu aux Espagnols aussi-bien qu'aux Etrangers. La contradiction seroit des plus grossières s'il s'agissoit dans cette disposition des effets appartenans aux ennemis, & dont la contrebande vient uniquement de ce qu'elles leur appartiennent, & l'article du Traité seroit évidemment des plus illusoire.





CHAPITRE IV.

Quelle différence y a-t-il entre la Prise & la contrebande ? Si un vaisseau Marchand qui est dans un Port, porte des marchandises de contrebande , un Armateur est-il en droit de les saisir , où doivent-elles être confisquées au profit du Roi.

§. I.

LA différence essentielle qui se trouve entre la Prise & la contrebande consiste en ce que la contrebande n'a lieu que dans les Ports où les Souverains envoient des Officiers chargés de la reconnoître , auxquels ils enjoignent de confisquer toutes les marchan-

disés prohibées, trouvées à bord des vaisseaux Marchands, Amis ou ennemis. Les Prises sont restraintes aux biens des ennemis, & ne peuvent avoir lieu qu'à une certaine distance des Ports, & par conséquent le droit des gens les adjuge à l'Armateur, sans que le Souverain y ait rien à prétendre.

§. I I.

Il s'enfuit de-là qu'un Armateur n'a droit d'examiner les pièces d'un vaisseau Marchand qu'en pleine mer, & hors des Ports, & que les vaisseaux qui sont dans l'enceinte des Ports ne sont tenus d'en faire exhibition qu'aux Juges préposés pour cela. Ainsi l'ordonne une Déclaration de Philippe IV, du 3 Août 1660, confirmative d'une autre en date du 19 Mars de l'année 1655.

§. I I I.

Il paroîtroit s'ensuivre de-là qu'un

Armateur ayant examiné les pièces d'un vaisseau Marchand trouvé dans un Port avec des marchandises de contrebande, ne pourroit point s'en emparer, mais qu'elles devroient être confisquées au profit du Roi. Il n'est pas à présumer que les Officiers préposés dans les Ports pour empêcher la contrebande, négligent de lui faire exhiber ses pièces, ni de saisir pour le Roi les marchandises prohibées qu'ils y auront trouvées.

§. I V.

Nous croyons cependant que le droit de l'Armateur est mieux établi, surtout s'il trouve le vaisseau qui porte la contrebande dans un parage où, pour n'avoir pas été visité, il pourroit en éviter la confiscation; car il pourroit sortir sans exhiber ses papiers, ou en montrer de supposés, ce qui, pour n'être pas ordinaire, n'en est pas moins

possible , vû les ruses qu'employent communément ceux qui font la contrebande. Cette seule possibilité suffit pour approprier dans ce cas ces marchandises à l'Armateur. Il n'est point à présumer , il est vrai , qu'un vaisseau Marchand porte en pleine mer des marchandises de contrebande ; mais , dès-lors que la chose est possible , on est en droit de lui faire montrer ses papiers ; & si cette présomption suffisoit pour exclure les mesures qui tendent à empêcher la contrebande , on ne pourroit pas non plus la punir si , en vertu de la même présomption , on ne devoit pas la vérifier.

§. V.

Notre sentiment est appuyé d'une décision du Jurisconsulte Proculus. Ce Jurisconsulte décide qu'une bête prise dans un filet appartient de droit à celui qui l'a tendu , si elle s'y est tellement engagée qu'elle

qu'elle ne puisse plus recouvrer sa liberté ; mais si elle s'est prise de façon à pouvoir s'échapper , elle appartient à celui qui s'en empare le premier. Or cette décision est tout-à-fait applicable à notre cas. Le vaisseau étranger n'est point engagé dans le Port , ni hors d'état de poursuivre sa navigation , si bon lui semble. Il n'est point au pouvoir des Officiers de terre , & a toujours à sa disposition tous les agrêts nécessaires pour s'échapper , & dont la saisie pourroit seule l'en empêcher. N'importe que ce vaisseau étranger ne soit point sous la juridiction de l'Armateur , parce qu'il est toujours dans un Port & sur les mers de Sa Majesté ; où l'Armateur a pleine liberté d'inquiéter les ennemis , & est en droit de se saisir de tout ce qui peut porter préjudice à l'Etat.



CHAPITRE V.

*Des Reprises faites sur les ennemis
de l'Etat. Doivent-elles revenir à
leurs premiers Maîtres , ou ap-
partienrent-elles au Repreneur ?*

§. I.

LA question que nous allons discuter est des plus épineuses & des plus intéressantes, à cause de la multitude de procès qui s'élèvent dans presque tous les Tribunaux à l'occasion des Reprises. Ce qui en rend la discussion encore plus utile, c'est l'opposition apparente qui se trouve entre les différens articles de l'Ordonnance qui regardent cette matiere. Nous tâcherons cependant de faire voir qu'ils sont d'accord entr'eux, aussi-bien qu'a-

vec le Droit Commun. Il ne s'agit ici que des Reprises faites par les *Con-vassaux* des maîtres de la Prise, par la force des armes; & non pas de celles qui se font par le moyen de l'argent & connues sous le nom de *rachat*. Comme celles-ci sont de vrais contrats de vente, il n'est point douteux que les Reprises de cette espèce n'appartiennent à l'acheteur (a).

§. II.

Plusieurs Auteurs font d'avis que tout ce qu'on reprend sur les ennemis doit être restitué aux premiers propriétaires, soit que la Reprise ait été faite immédiatement après la Prise, soit qu'il se soit écoulé quelque tems entre l'une & l'autre. Ces Auteurs se fondent

(a) Covarruvias, in cap. peccat. de regul. jur. §. 11, n. 7.

sur une Constitution des Empereurs Dioclétien & Maximien, qui ordonne de rendre aux premiers Maîtres tout ce qui sera repris sur les ennemis, sans que le *Repreneur* y puisse rien prétendre. La raison en est que le Repreneur, en enlevant à l'ennemi ses captures, ne fait que son devoir, qui est de défendre ses compatriotes (b).

§. III.

Ce sentiment se trouve aussi appuyé sur le Droit Commun. On consulta Ulpien, pour savoir à qui devoient appartenir des moutons confiés à un berger pour les faire paître, qui auroient été pris par des loups, & repris ensuite par des chiens qui ne feroient point au maître de la proie. Le but

(b) Molina, de just. & jur. tom. 1, tract. 2; disp. 118, n. 3. Guido, Papa, decis. 413, num. 2.

de la question étoit de faire décider s'ils devroient être rendus au berger, ou au maîtres des chiens qui auroient fait la Reprise. Ce Jurisconsulte répondit que, quoique ces moutons dussent être censés avoir recouvré leur liberté dès-lors que le berger les avoit perdus de vûe, & appartenir de droit au premier occupant : ils devroient néanmoins être rendus à leur premier maître. Ulpien ajouta que la raison tirée de ce que ces animaux auroient cessé d'être sous les yeux du berger, ne pourroient rien prouver contre lui ; parce que ce principe ne devoit s'entendre que des animaux qu'on ne peut point apprivoiser, & point du tout de ceux qui sont d'une docilité aussi marquée que ceux dont il s'agissoit dans le cas proposé (c).

(c) Leg. 44. ff. de acquir. rer. dom.

§. IV.

Le Jurisconsulte Pomponius décide pareillement que les ennemis ayant été chassés d'un terrain dont ils se feroient emparés , l'ancien propriétaire devrait rentrer dans sa possession , sans que l'Etat ni le Repreneur fussent en droit d'y mettre aucun obstacle (d). L'Empereur Justinien veut que des esclaves repris sur les ennemis , reviennent à leur ancien Maître , parce que ceux qui font la Reprise sont censés avoir défendu son droit (e).

§. V.

D'autres Auteurs suivent un sentiment différent , & distinguent deux cas.

(d) Leg. 20 , §. expulsif. ff. de cap. & post lim.

(e) §. 17 , de rer. divis.

Ou la Reprise a été faite dans le tems même du combat , ou quelque tems après , lorsque le Preneur avoit déjà mis sa capture en lieu de sûreté. Dans le premier cas ces Auteurs prétendent que la Reprise doit revenir à son premier Maître qui n'est pas censé en avoir perdu la propriété. Dans le second , la Reprise appartient au Repreneur ; parce , comme on suppose que l'ennemi l'avoit mise en sûreté , le droit qu'il a acquis sur elle , anéantit celui du premier possesseur , & il en est l'unique propriétaire.

§. VI.

Il est enfin un troisième sentiment qui n'admet aucune restitution , soit que la Reprise ait été faite immédiatement ou long-tems après le combat. Les Auteurs qui le défendent donnent pour raison , que celui qui a exposé

sa liberté, ses biens & sa vie pour le recouvrement des biens de ses compatriotes pris par l'ennemi, doit les garder au moins comme une juste compensation des périls qu'il a courus. A cette raison ils en ajoutent une autre: car, disent-ils, si celui qui a fait la Reprise avoit été vaincu par l'ennemi, il est certain qu'il n'auroit aucune action contre le premier possesseur pour se faire indemniser des pertes qu'il auroit faites; & par conséquent en dépouillant l'ennemi de sa Prise, il doit avoir un droit incontestable sur elle.
(f).

§. VIII.

Comme aucun de ces sentimens n'est conforme eux articles de notre Ordon-

(f) Alexio, ad consultat. capit. Iatri. 97, n. 3, alios citans, & allegans, leg. 2, cod. de alluvionib.

nance des Courses qui a prévu tous les cas concernant les Reprises, nous devons les abandonner pour nous en tenir de préférence à ses dispositions, qui, comme faisant un Droit Royal & Public, doivent prévaloir sur le Droit Commun, & sur l'autorité des Auteurs. Voici comment s'explique l'art. 10 de ladite Ordonnance : « Si un » navire de quelqu'un de mes Sujets est » repris sur les ennemis après avoir été » en leur pouvoir pendant *vingt-quatre* » heures, il appartiendra au Repreneur, » mais s'il est repris avant ce terme, il » devra être restitué à son premier Maî- » tre, excepté le tiers, qui appartiendra au Repreneur ». Si le navire, dit » l'article 11, a été abandonné par l'en- » nemi, ou si une tempête, ou quelque » autre accident imprévu le fait tomber entre les mains de mes Sujets, » avant qu'il ait été conduit dans quelque Port ennemi ; il sera rendu au

» premier propriétaire ; pourvû qu'il
» le reclame avant un an & un jour ,
» quand même l'ennemi l'auroit eu en
» son pouvoir plus de vingt - quatre
» heures ».

§. I X.

En réfléchissant sur ces deux articles l'on ne peut s'empêcher de les trouver conformes à la plus saine raison & aux principes d'équité les plus incontestables. Lorsque l'article 10 adjuge au *Reprenneur* la propriété de sa capture si les ennemis l'ont eue en leur pouvoir l'espace de vingt-quatre heures, il se fonde sur ce qu'après ce terme l'ennemi en est le possesseur légitime, & qu'il n'y a personne qui soit en droit d'en prétendre la restitution. Lorsque le même article dispose que la *Reprise* soit rendue à son premier Maître, si l'ennemi la perd avant les vingt-quatre heures, cela est fondé sur

ce qu'avant ce terme l'ennemi n'en ayant point acquis la propriété, les droits du premier possesseur subsistent toujours. Il peut donc en demander la restitution, en en cédant toutefois le tiers au Repreneur, en réparation de ses pertes, ou des frais qu'il aura faits.

§. X.

L'article 11 décide que le navire abandonné par les ennemis, ou que quelque accident imprévu a jetté entre les mains des convasseaux du premier propriétaire, doit lui être restitué, quand même l'ennemi l'auroit gardé 24 heures, pourvu qu'il n'ait point été conduit dans quelqu'un de ses Ports. Mais cette disposition est plus conforme à l'équité qu'au droit. L'article 10 déclare nulles les prétentions du premier propriétaire, dès que la Prise a été vingt-quatre heures au pouvoir de

l'ennemi ; & puisqu'elle a été abandonnée , elle devroit être de droit au premier occupant. Mais comme alors ce dernier n'a couru aucun risque pour la reprendre , il n'a aucun droit pour en prétendre la propriété. La restitution n'a plus lieu dès qu'ils s'est écoulé un an & un jour depuis la Reprise. Après ce terme , le premier propriétaire auroit beau reclamer , il ne feroit point écouté , & cela pour le punir de sa négligence. Le droit nous fournit une décision très-approchante de celle de l'Ordonnance. Les loix ont décidé que si un possesseur de bonne foi a gardé quelque effet pendant un terme qu'elles ont fixé , il en acquiert la possession irrévocable , nonobstant toutes les prétentions de l'ancien propriétaire , auxquelles sa négligence ne permet plus d'avoir égard (g).

(g) §. Initial. Instit. de usucap. ubi Vinnius, n. 4 & 5.

§. XI.

Quoique l'article de l'Ordonnance ne paroisse pas faire de différence entre un vaisseau abandonné par les ennemis, & celui qui l'a été par l'effet d'une tempête, ou de quelque autre accident imprévu ; il est néanmoins certain qu'il y en a quelque'une. Nous n'entreprendrons point ici de la faire sentir : outre que cela nous écarteroit de notre objet, il n'est personne, tant soit peu versé dans la Jurisprudence, qui ignore que l'abandon volontaire fait perdre la propriété, tout au contraire de celui qui est forcé (*h*).

§. XII.

Il est deux cas compris dans la loi

(*h*) §. 47. Instit. de rer. divis.

13, tit. 9, part 5, dans lesquels la restitution n'a point de lieu. Nous allons les rapporter, afin de suppléer au silence que l'Ordonnance des Courses a gardé à leur égard. Le premier de ces cas est, lorsqu'à bord du vaisseau pris & repris il y avoit des marchandises destinées pour les ennemis. La raison en est toute simple : si un Souverain est en droit d'interdire à ses Sujets tout commerce avec ceux de ses ennemis, il peut également leur faire perdre leurs biens toutes les fois qu'ils seront convaincus d'avoir contrevenu à sa défense. Les Ordonnances sur la contrebande & le Droit Commun sont d'accord sur ce point ; & ils adjugent dans ce cas la Reprise au *Repreneur* (i).

(i) Leg. 1 & 2, cod. quæ res adsport. non debeant.

§. XIII.

L'autre cas est, lorsque le bâtiment qui a été pris n'étoit sur mer pour aucun avantage, mais pour le seul plaisir de ceux qui le montoient. Car, comme le remarque sagement cette loi, il n'est point de dédommagement pour ceux qui, en tems de guerre, se promènent sur la mer sans aucune vûe de commerce ou de tout autre avantage solide, mais pour satisfaire uniquement un plaisir puéril. Le but de la loi a été de punir l'oisiveté de ceux qui s'occupoient aussi frivolement, & de récompenser au contraire quiconque expose sa fortune & sa vie pour l'utilité de la Patrie.

§. XIV.

Tout ce que nous venons d'établir

dans ce Chapitre regarde seulement les Reprises faites d'effets appartenans aux *Convassaux* du Repreneur. C'est-là que se sont bornées la loi de la Patrie , & l'Ordonnance des Courses. Quant aux Reprises faites de marchandises prises sur des Alliés , il faut s'en tenir aux deux Traités qui , à ce qu'il me semble , sont les seuls qui ayent touché cette matiere. Le premier de ces Traités fut fait en 1676 entre Charles II & la Hollande. Il est arrêté par l'article 3 dudit Traité , que si quelque vaisseau de Sa Majesté ou de quelqu'un de ses Sujets reprend sur les ennemis quelque bâtiment qu'ils auront gardé pendant deux jours , le cinquième de sa valeur & de sa cargaison appartiendra au Repreneur ; & la moitié , si les ennemis l'ont gardé au-delà de ce terme. L'article 43 du Traité de Commerce fait avec l'Em-
pereur

pereur en 1725, dispose à peu près la même chose. A l'égard des autres Puissances avec lesquelles il n'y a eu rien d'arrêté là-dessus, il faudra se conformer aux articles 10 & 11 de l'Ordonnance.



CHAPITRE VI.

Des Reprises faites sur les Pirates.

§. I.

S E L O N la définition de la Prise ; (chap. I), il paroît que le droit d'armer en Course n'appartient qu'à ceux qui sont ennemis autorisés , appelés en Latin *hostes* (a). D'où il s'ensuit que les brigands & les Pirates sont exclus de ce droit ; qu'ils ne peuvent prétendre aux privilèges que les loix de la guerre accordent aux ennemis ; & qu'au contraire ils méritent d'être punis rigoureusement comme des malfaiteurs , & qu'on est autorisé à se

(a) Leg. 118 , ff. de verb. signif.

faïfir de tous leurs biens (b).

§. II.

Dans tous les tems les Pirates ont été regardés comme des voleurs publics & des perturbateurs de la paix. C'est pour cela qu'il est libre à quiconque s'en faïfit de leur ôter la vie sans se rendre coupable d'injustice (c). Le préjudice qu'ils causent à la tranquillité publique, à la liberté du commerce, & à la sûreté de la navigation, a fait que toutes les Nations se sont accordées à les poursuivre & à les punir avec la plus grande rigueur. Cet accord se trouve dans plusieurs Traités, tels que celui de 1604 avec la France, art. 7 ; celui de 1498 avec

(b) Locenius, de Jur. marit. lib. 2, cap. 3 ; num. 8.

(c) Kokier, disquis. politic. cap. 9, quæst. 8 & 9.

la même Couronne , art. 8 ; celui de 1459 aux articles 15 , 16 & 19 , celui de 1649 , art. 4 , tous faits avec la même Puissance ; & enfin le Traité de 1648 avec la Hollande , art. 75.

§. III.

Comme il résulte de ces principes que les Pirates n'acquierent aucune propriété sur les navires dont ils s'emparent , il en faudroit conclure que les Reprises qu'on fait sur eux devroient revenir à leurs premiers Maîtres , dont les droits ne peuvent avoir souffert aucune atteinte. Si les Pirates sont de véritables voleurs , ils ne peuvent acquérir aucune propriété sur ce qu'ils prennent (d).

§. IV.

Ce sentiment nous paroît très-rai-

(d) Bellinus , de re milit. part. 2 , tit. 11.

sonnable ; & il est même suivi par la plupart des Auteurs. Nous croyons néanmoins préférable dans la pratique l'opinion qui soumet ces Reprises aux mêmes loix que celles qu'on fait sur les ennemis avoués. Nous pensons donc que si le Pirate a eu en son pouvoir la Prise pendant vingt-quatre heures , elle doit appartenir au Repreneur , & qu'elle devra être rendue au propriétaire primitif , au défaut de cette circonstance : L'article 7 de l'Ordonnance des Cours y est très-formel.

§. V.

Le Président Covarruvias , voyant que la loi pénultième , tit. 9 , part. 5 , fait aller sur ce point les Pirates de pair avec les ennemis , abandonne le sentiment commun , & celui de Grégoire Lopez dans son Commentaire sur la même loi. Covarruvias prétend que

puisque le but de cette disposition a été de favoriser l'exercice des armes & les Armateurs, afin, qu'animés de tous côtés, ils s'efforçassent de poursuivre constamment les Pirates ; le parallèle étoit très-juste. Les Armateurs doivent par conséquent rester en possession de leurs Reprises, d'abord que les Pirates les auront gardées pendant vingt-quatre heures, sans que les propriétaires primitifs soient fondés à réclamer contre une disposition qui n'a d'autre objet que l'avantage public, toujours préférable au particulier.

§. VI.

Le même esprit dicta une Déclaration Royale, datée du 22 Décembre de l'année 1624. « Considérant, dit » cette Déclaration, les dommages que » cause à mes Sujets & à mes Alliés » le grand nombre des Corsaires qui

» infestent les mers, & voulant encou-
 » rager les Armateurs aux frais qu'ils
 » doivent faire pour les poursuivre ;
 » j'ordonne que les Reprises qu'ils fe-
 » ront sur les Pirates leur appartiennent, en quelque parage qu'ils les
 » fassent, pourvû que ces Prises aient
 » été pendant vingt-quatre heures au
 » pouvoir desdits Corsaires ». Ces dispositions qui exigent la révolution des
 vingt-quatre heures, ne prétendent point
 qu'elle donne au Pirate aucun droit sur
 les Prises, parce qu'il est décidé qu'en
 vertu de quelque terme, quelque long
 qu'il soit, il n'en acquiert jamais aucun.
 En accordant au Repreneur la propriété de ses captures, les loix n'ont
 autre chose en vûe que la récompense
 de son courage pour les efforts qu'il
 fait pour l'utilité publique à laquelle
 il travaille au péril de ses biens & de
 sa propre vie.

§. VII.

L'article de l'Ordonnance qui ad-
juge au Repreneur la Reprise si elle a
été faite vingt-quatre heures après que
le Pirate s'en étoit faisi , nous pré-
sente une grande difficulté. Si cette
disposition , dira-t-on , n'a d'autre but
que l'encouragement des Armateurs ,
peu importe que ce soit après la ré-
volution des vingt-quatre heures. Les
Pirates étant des usurpateurs , aucun
terme ni aucune prescription ne peu-
vent leur donner la propriété de leurs
captures (e). A l'égard des ennemis ;
les vingt - quatre heures font d'une
toute autre conséquence. Ce terme com-
biné avec les privilèges qui émanent
des loix de la guerre , leur accorde la
propriété de leurs Prises. D'où il faut

(e) §. 2 , Instit. de usucap. ubi Pichardus.

conclure , ou que les Reprises faites sur les Pirates n'appartiennent jamais aux Repreneurs, ou que si elles leur doivent être adjugées, la révolution des vingt-quatre heures n'y doit entrer pour rien.

§. VIII.

La différence qu'il faut faire entre les Reprises faites sur les ennemis & celles qui se font sur les Pirates, résout elle-même la difficulté, fait disparaître la contradiction apparente de l'Ordonnance, & sauve le parallèle que nous avons fait de ces deux espèces de Reprises. Le droit qu'a un Armateur sur une Reprise faite sur les ennemis est fondée sur la disposition des loix qui lui en adjugent la propriété. Comme il suffit que la Prise ait été au pouvoir de l'ennemi pendant vingt-quatre heures, afin d'anéantir le droit du propriétaire primitif, & le transférer à

l'ennemi , la Reprise est censée être dans ce cas d'un navire appartenant à l'ennemi ; & c'est pour cela que l'ancien possesseur n'a aucun droit pour la réclamer. Mais il faut raisonner tout autrement des Reprises faites sur les Pirates. Lorsque l'Ordonnance n'en ad-juge la propriété au Repreneur qu'autant que l'ennemi l'aura eue en son pouvoir pendant vingt-quatre heures , ce n'est que pour récompenser l'Armateur à proportion des périls qu'il aura courus. Il n'est pas douteux qu'après la révolution des vingt-quatre heures les Pirates ne se tiennent davantage sur leurs gardes qu'immédiatement après la Prise faite. Il est même naturel de croire qu'ils l'auront conduite pour lors en quelque lieu de sûreté , tel qu'une Isle déserte , un parage peu fréquenté , qui sont les endroits qui leur servent de retraite ordinaire. Or cela augmentant évidemment la difficulté de la Reprise ,

expose l'Armateur à de plus grands risques, & doit contribuer à augmenter sa récompense.

§. IX.

L'article 12 de la même Ordonnance des Courses, donne lieu à une objection bien plus spécieuse que celle à laquelle nous venons de satisfaire.
» Les Reprises, dit cet article 12,
» faites sur les Pirates de navires & autres effets de mes Sujets, réclamées
» avant un an & un jour, à compter
» depuis la Déclaration qui en aura été
» faite aux Juges des Ports où elles
» auront été conduites, seront rendues
» à leurs premiers Maîtres, distraction
» faite du tiers de la valeur du navire
» & de sa cargaison, qui appartiendra
» au Repreneur pour l'indemniser des
» frais de la Reprise ». Cet article paroît décider formellement que les Re-

prises doivent être rendues au premier propriétaire, s'il les reclame avant un an & un jour; tandis que l'article 7 de la même Ordonnance ne reconnoît point de restitution si le Pirate a eu sa capture vingt-quatre heures en son pouvoir.

§. X.

Nous ne pouvons résoudre cette difficulté qu'en interprétant cet article 12 de l'Ordonnance des Reprises faites sur les Pirates, qu'ils n'aurent point gardées pendant vingt-quatre heures. Alors la Reprise ne doit point appartenir à celui qui la fait, mais bien au propriétaire primitif, s'il la reclame avant un an & un jour. C'est ainsi qu'un vaisseau repris sur l'ennemi avant qu'il l'ait gardé pendant vingt-quatre heures, doit être rendu à son premier Maître en vertu de l'article 10, d'abord qu'il le revendique avant un an & un jour.

§. X I.

D'où nous concluons que dans quelque cas que ce soit les Reprises faites sur les Pirates devront être jugées selon les mêmes loix que celles qui se font sur les ennemis. Une remarque à faire, c'est qu'un bâtiment est censé repris par la force des armes, quand même les ennemis l'auroient abandonné par terreur panique, ou se seroient rendus sans résistance. Tout avantage par l'horreur des armes & la crainte du combat est censé victoire (f). Il en sera de même si la Reprise se fait par adresse ou par stratagème (g).

(f) *Celebris textus in leg. 3, ff. de vi, & vi armata.*

(g) *Caballus, casu 220, n. 36 & 37.*



CHAPITRE VII.

*Des Juges compétens pour connoître
des différends concernant les Re-
prises.*

§. I.

IL est évident que si le différend est entre des Sujets de Sa Majesté, c'est à ses Officiers d'en connoître. Ainsi la question ne peut regarder que ces trois cas.

1°. La Reprise peut avoir été faite de biens d'un Espagnol par un Armateur étranger.

2°. Quand c'est un Armateur Espagnol qui a repris les biens d'un étranger.

3°. Quand il s'agit de biens de l'étranger repris par un Armateur pareillement étranger.

§. II.

Il paroît d'abord que dans le premier cas , les Juges de Sa Majesté ne devroient point être compétons. Les différends que la Reprise peut occasionner à l'étranger devroient , ce semble , être jugés selon ses loix , n'étant pas naturel qu'il s'affujettisse à une Jurisdiction étrangere. La Reprise se trouve à la vérité en Espagne ; mais ce ne devoit point être là un titre suffisant pour que le Repreneur y soit jugé. Pourvû qu'il promette de faire raison chez lui sur le point de la contestation , & qu'il en donne des assurances, il devoit être libre d'emporter sa capture où bon lui sembleroit. La loi 32 , tit. 2 , part. 3 , qui le décide ainsi , renferme encore une disposition bien plus favorable. Cette loi accorde aux vagabonds même la

faculté d'emporter les effets qui leur seront contestés, sans qu'on puisse les obliger à se soumettre au jugement du Juge du lieu où ils auront été arrêtés avec eux, pourvû qu'ils donnent une pareille assurance. D'où il s'ensuit qu'on pourroit tout au plus obliger le Repreneur dans ce cas de donner une telle caution, mais non pas l'empêcher d'emmener sa capture.

§. III.

Quelques plausibles que soient ces raisons nous croyons que le Repreneur devra être jugé par les Officiers du Royaume. La même loi 32 le dit formellement; & quoiqu'elle permette à l'Armateur d'emmener sa Reprise; moyennant la promesse de faire raison sur le sujet du différend qu'elle aura occasionné, il est certain que cette assurance doit être de répondre pardevant

vant le Juge du lieu où la contestation a pris naissance. Cette caution peut bien permettre au Repreneur d'emmener sa Reprise ; mais elle ne sauroit porter atteinte aux droits du Tribunal dans la Jurisdiction duquel le différend s'est élevé. Outre la promesse que fait le Repreneur de répondre , il doit de plus s'obliger à représenter les effets qui seront l'objet du procès toutes les fois qu'il en fera requis par le Juge ; c'est dans le fond l'existence de ces effets qui intéresse le plus le Demandeur , & non pas l'assurance de répondre sur l'objet de sa demande. La loi 32 ne soumet point, dira-t-on , un vagabond de répondre précisément par-devant le Juge de l'endroit où on lui a trouvé les effets pour lesquels il a été sommé de comparoître. Cette loi se borne à lui faire promettre , moyennant caution , comme quoi il fera raison au Demandeur. Nous en conven-

nons ; mais il faut observer que dans ce cas le Défendeur n'étant point sujet, par sa qualité de vagabond, à la Jurisdiction d'aucun Tribunal déterminé, le Défendeur est en droit de l'assigner pardevant celui qu'il trouvera le plus à propos, sans aucun égard pour celui pardevant lequel la première demande aura été faite.

§. IV.

Pour preuve de ce sentiment, nous ajoutons que, lorsque la contestation roule sur une chose volée, le coupable ne peut pas décliner la Jurisdiction du Juge du lieu où il a commis le vol, quand même il donneroit les assurances dont il a été parlé. La loi 32 le dit expressément. La loi 2, tit. 13, & la loi 14, tit. 14, part. 7, soumettent encore le voleur à la Jurisdiction du Juge du lieu où il aura

été arrêté, même sans le vol. Or cela est très-applicable à notre cas. Lorsque les Armateurs étrangers viennent dans nos Ports avec des Reprises faites de biens appartenans aux Espagnols, le différend qu'elles occasionnent roulent sur leur restitution. La demande qui s'en fait doit porter sur le droit que les Espagnols ont sur ces Reprises. Comme elles n'ont point été au pouvoir de l'ennemi le tems nécessaire pour lui en donner la propriété, il faut prouver que le Repreneur ne peut pas non plus la prétendre, puisqu'il ne sauroit alléguer aucun droit obtenu par l'ennemi, qui n'en avoit aucun lui-même. De plus, le Repreneur est censé continuer la violence que l'ennemi a faite au premier propriétaire, dès-lors qu'il se refuse à une restitution à laquelle il est tenu.

§. V.

Dans le second cas , c'est-à-dire , lorsqu'il s'agit des Reprises faites par les Espagnols de biens appartenans aux étrangers , les Officiers de Sa Majesté sont aussi compétens. Les Sujets du Roi sont intéressés dans la contestation ; & il manqueroit à la protection qu'il leur doit , s'il laissoit passer ailleurs la connoissance de ces affaires. Les étrangers n'ont rien de raisonnable à opposer à cette décision. Je fais bien que l'art. 21 du Traité avec la Hollande interdit la connoissance de ces différends aux Tribunaux de Sa Majesté ; mais cet article ne parle point des Reprises faites par les Espagnols.

§. V I.

Quant au troisième cas , où il s'agit des biens des étrangers , repris par des

Armateurs qui le font aussi, nous croyons que les Tribunaux de Sa Majesté sont incompétens. La loi fondée sur le lieu où la Reprise a été conduite, leur donneroit à la vérité la compétence ; mais il y a été dérogé par des Traités particuliers. Les Tribunaux ne sont donc compétens qu'autant que les Sujets de Sa Majesté sont intéressés dans la contestation, ou dans les mêmes cas qu'ils peuvent connoître des différends occasionnés par les Prises, & que nous avons rapporté dans le Chapitre où nous avons examiné quels sont les Juges compétens pour décider les différends que les Prises occasionnent.



CHAPITRE VIII.

Si les Armateurs peuvent avoir différens pavillons , & s'ils peuvent les arborer lorsqu'ils commencent d'appercevoir les navires des ennemis , &c.

§. I.

P O U R décider de cette question il faut distinguer deux tems différens. Celui où l'Armateur commence d'appercevoir les vaisseaux ennemis , & le tems du combat.

§. II.

Quant au premier tems, nous croyons qu'il est permis à l'Armateur , soit pour éviter le combat, soit pour faciliter la victoire, d'arborer un autre pavillon que celui de son Prince. La

chose n'est défendue par aucune loi , & se trouve d'ailleurs conforme à la pratique invariable de tous les genres de guerre.

§. III.

Dans le tems du combat , & au moment que l'on commence d'en venir aux mains , la pluralité des pavillons est défendue. L'Armateur ne peut arborer pour lors que celui de son Souverain , & il est obligé de tirer , pour avertissement , un coup de canon chargé à poudre seule. S'il en use autrement , on ne peut réputer de bonne prise le bâtiment qui se rendra , & l'Armateur , ainsi que les gens de son équipage , seront châtiés comme des Pirates. La disposition du septième article de l'Ordonnance des Courses à ce sujet , est générale , & comprend non-seulement les étrangers , mais encore , & à plus forte raison , les vassaux du Roi.

§. IV.

Il est vrai que l'art. 5 de la même Ordonnance défend aux Armateurs Espagnols de courir les mers avec un pavillon étranger. Mais cette défense doit s'interpréter par les dispositions du même article, qui défendent à nos Armateurs de se faire patenter par des Princes étrangers. D'où nous croyons que l'intention de Sa Majesté a été seulement d'interdire à ses Sujets qui armeront en Course l'usage des pavillons des Puissances étrangères, desquelles ils auroient des Patentes sans sa permission. Ainsi l'Ordonnance n'ayant point spécifié si, au défaut de cette circonstance, il leur est défendu d'arborer un pavillon étranger, nous croyons qu'ils pourront jouir de la liberté autorisée par l'usage.

CHAPITRE IX.

Si les Prises doivent être faites conformément à l'Ordonnance des Courses pour qu'elles soient légitimes, & si dans les cas qu'elle n'aura point prévus, il faut se régler sur les Traités.

§. I.

LEs Armateurs destinés à inquiéter les ennemis de l'Etat doivent toujours se conformer aux Ordonnances des Courses. Elles leur fixent les conditions qui rendent leurs Prises légitimes, & qui assurent la récompense de leurs travaux. Mais comme ces Ordonnances, quelques sages qu'elles soient, n'ont pû prévoir tous les cas

qui peuvent se présenter, il doit y avoir un point fixe, afin que les Armateurs sachent à quoi s'en tenir dans les circonstances qui auront échappé à la vigilance du Législateur.

§. II.

Or dans ces occurrences, il faut consulter les Traités & les conventions faites entre les Souverains, puisque ces accords ont tant de force qu'ils peuvent même déroger aux loix ordinaires. Dans les oppositions qui se trouveroient entre les loix & les Traités, il faut s'en rapporter à ceux-ci, pourvû qu'ils n'ayent point été annullés.

§. III.

Si les Traités ni les loix ne peuvent décider certains cas extraordinaires, il faudra se conformer aux coutumes reçues & invariablement observées dans

la navigation. La Coutume a pour
 lors force de loi lorsqu'elle est reçue
 depuis long-tems, & que le Prince qui
 la connoît ne l'abroge point. Il est alors
 censé y consentir & y apposer le sceau
 de son autorité.



CHAPITRE X.

Si lorsqu'un Armateur rencontre un vaisseau Marchand , c'est à l'Armateur ou au Capitaine du vaisseau Marchand à passer à l'autre bord pour la visite de la Commission & des autres pièces.

§. I.

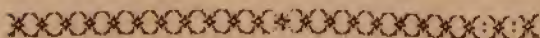
L'ARTICLE 14 du Traité de 1667 avec l'Angleterre résout pleinement la question. Voici les paroles de cet article : « En cas que des vaisseaux Marchands soient rencontrés dans des bayes ou en pleine mer , par les vaisseaux du Roi ou par ses Armateurs, ceux-ci enverront leur chaloupe à bord du vaisseau Marchand , avec deux ou trois hommes seulement , aux

» quels le Maître ou le Capitaine du na-
» vire présentera son Passeport, ses Let-
» tres de Mer, &c.

§. II.

Ce Règlement fait dans un Traité particulier doit avoir une exécution générale, & est très-conforme à la raison. C'est à l'Armateur de s'assurer si le Marchand a les pièces requises, & s'il n'a point de contrebande. Le seul moyen d'y parvenir, c'est de passer à bord du vaisseau Marchand, afin de prévenir le faux exposé que celui-ci pourroit lui faire.





CHAPITRE XI.

Si les Prises faites après la conclusion de la paix sont légitimes , lorsqu'elle n'est point venue à la connoissance des Armateurs.

§. I.

CETTE question ne se trouve décidée , ni dans l'Ordonnance des Courtes , ni dans les Traités de Commerce , ni dans le Droit Commun ; ni enfin dans aucun des Auteurs que j'ai consultés. En réfléchissant sur ce silence , j'en ai cru trouver la cause dans l'évidence du principe , fondé sur ce que l'Armateur n'a point eu connoissance de la conclusion de la paix. Il paroît incontestable que dès-lors ses hostilités ne doivent point être regardées

comme des violemens du Traité, & que tout ce qu'il prend doit lui être légitimement acquis. Cependant pour donner plus de force à une décision aussi naturelle, nous allons rapporter ce qu'on dit de plus favorable à l'opinion contraire.

§. I I.

Il paroît que les Prises faites après la publication de la paix devroient être illégitimes, pour avoir été faites dans un tems *inhabile*. L'Armateur est allé pour lors contre l'intention des Puissances contractantes, qui a été de faire cesser dès le jour du Traité toutes les hostilités, & d'assurer la navigation & le commerce de leurs Sujets respectifs & des autres Nations comprises dans la convention.

§. I I I.

C'est-là, à notre avis, l'argument le

plus fort en faveur du sentiment qui veut que ces Prises soient illégitimes. Mais il n'est pas assez convainquant pour nous faire abandonner l'opinion contraire , qui nous paroît préférable dans la pratique. L'Armateur est autorisé à s'emparer des biens de l'ennemi ; & pendant tout le tems qu'il ignore la conclusion de la paix , il est en droit de continuer ses Courses. C'est à cette fin que les Patentes lui ont été expédiées : elles doivent avoir leur plein effet jusqu'à ce que son Prince les révoque. Sa Commission renferme de plus la condition tacite d'inquiéter les ennemis jusqu'à ce que son Souverain en ait ordonné autrement. Comme ce contr'ordre est une loi , l'Armateur n'est point censé l'enfreindre s'il n'en a point eu connoissance ; & tout ce qu'il prend jusqu'alors est de bonne prise.

CHAPITRE

CHAPITRE XII.

*Si c'est à l'Armateur à prouver la
légitimité de la Prise, ou à celui
sur qui il l'a faite.*

§. I.

LE principe général que les Jurisconsultes ont établi par rapport à la preuve du domaine d'une chose, est la manifestation du titre de son acquisition faite à celui à qui il appartient de prononcer sur la propriété (a).

§. II.

Parmi les différens titres d'acquisition

(a) Velasco. de jur. Emphyteut. 1, part.
cap. 9, n. 7. Mascard. de probat. conclus.
536 & seq.

que le droit admet, celui de Prise militaire ou de conquête transporte incontestablement le domaine (b). Il est fondé ce domaine sur la faculté qu'accordent les loix de la guerre, de s'emparer des biens de l'ennemi, & sur le droit qu'elles confèrent (c) de se les approprier après un terme fixé, qui, comme nous avons dit ci-dessus, est une des circonstances essentielles pour le faire connoître. Ce terme n'est point à la vérité nécessaire pour acquérir la propriété des biens de l'ennemi; mais c'est une condition qui autorise l'Armateur à en disposer à son gré, dès que les titres qu'il avoit pour s'en saisir ont été vérifiés. Ainsi, quoiqu'il ne soit

(b) Leg. 2, tit. 23, part. 2, L. naturale §. ultim. de acquir. rer. dominio. §. item ea quæ ex hostib. instit. de rer. divis.

(c) Molina, tom. 1, de just. & jur. disp. 121, n. 1. Grotius, de jur. belli lib. 3, cap. 6.

pas besoin de procédure à l'égard de certains coupables dont la conviction suffit pour justifier le châtement, on instruit néanmoins leur procès pour déclarer légitime la confiscation de leurs biens (d).

§. III.

Cela posé, c'est l'Armateur qui doit faire conster au Juge compétent que ce qu'il a pris appartenoit à l'ennemi, & que la saisie en a été faite conformément aux Ordonnances des Cours, qui ont prescrit la façon de procéder dans de pareils cas, & de faire la déclaration de la Prise.

§. IV.

Dans les procès-verbaux qui se font

(d) Autun. de Donat. tom. 2, cap. 22, n. 42.

pardevant les Juges qui doivent connoître de la légitimité des Prises , il faut exposer leur qualité , & la façon dont l'Armateur s'en est saisi. Quoique cette pratique paroisse décider pleinement la question que nous traitons dans ce Chapitre ; j'ai trouvé à propos d'en donner quelque raison , afin de mieux instruire ceux qui peuvent ignorer les dispositions qui l'établissent.

§. V.

Toute Sentence doit être prononcée selon certaines règles établies par les loix , afin que les décisions des Tribunaux préposés pour l'administration de la justice , aient un caractère digne de l'importance de leurs fonctions. Comme tout jugement suppose une contestation , il faut nécessairement le concours de trois personnes désignées chacune par le rôle qu'elle joue.

Il faut un Juge qui prononce, un Demandeur qui allégué des prétentions, & un Défendeur qui y réponde.

§. VI.

En partant de ces principes nous pensons que l'obligation de prouver la légitimité de la Prise regarde l'Armateur. Comme il prétend qu'elle lui soit adjugée, c'est à lui de faire confter que son procédé a été exempt de toute violence injuste; & voilà les fondemens de la pratique généralement suivie dans ces procédures.

§. VII.

Nous n'ignorons point que certains Auteurs prétendent que la Prise doit être censée légitime dès-lors qu'elle est des biens de l'ennemi. Ils allèguent l'usage reçu à l'égard des marchandises de contrebande, dont la saisie est juste dès

qu'il confte qu'elles font d'un commerce prohibé. Il n'est pas besoin d'autre formalité, & tout autre déposition est superflue, puisque leur fabrique est un témoignage décisif. Cette comparaison ne nous fera jamais abandonner le sentiment que nous avons établi. Bien que le droit reconnoisse des procédures différentes de celles dont nous avons parlé; il est évident qu'elles ne doivent être recevables que dans les cas qui en souffrent l'application. Nous croyons même que tout autre façon de décider la légitimité des Prises feroit illégale. Elle feroit toujours contraire à l'usage de tous les Tribunaux, & aux Ordonnances des Cours, fondées sur le droit, qui ordonnent formellement un procès-verbal pour l'adjudication de la Prise (e). C'est-là une formalité indispensable qu'aucune autre voye ne peut suppléer. C'est ainsi que sous les Empe-

(e) *Ordon. des Cours, art. 21, & suiv.*

reurs Valentinien & Théodose il ne suffisoit point, pour aliéner les biens des Decurions, de faire conster des motifs qui en rendoient la vente nécessaire (f). Ces ventes étoient censées frauduleuses toutes les fois qu'elles n'étoient point autorisées par la Sentence du Juge : formalité que ces Empereurs avoient prescrite.

(f) Amaya, ex Castill. Cacher. Const. Farin. cap. de præd. de cur. lib. 10.



CHAPITRE XIII.

Si parmi les effets dont l'Armateur s'est saisi il s'en trouve qu'on prétende ne point appartenir à l'ennemi , est-ce au Preneur à le prouver ?

§. I.

SI nous n'avions point établi dans le Chapitre précédent que l'obligation de prouver la légitimité des Prises regarde l'Armateur, nous devrions l'établir ici , non - seulement pour les raisons alléguées , mais encore pour les suivantes.

§. II.

1°. Comme ici l'Armateur est supposé prétendre s'approprier , comme

biens de l'ennemi, les effets contestés ; c'est à lui de prouver qu'ils étoient véritablement à ce dernier. Sans cela , le Juge, qui , dans le cas douteux , doit pencher du côté du Défendeur (a), doit lui en ordonner la restitution.

§. III.

Quand même ces effets appartiendroient véritablement à l'ennemi, les loix enjoignent d'observer les formalités indiquées avant que d'en adjuger la propriété à l'Armateur. L'on ne sauroit prononcer valablement en sa faveur, si le prononcé n'est précédé des préliminaires essentiels. La propriété qu'avoit l'ennemi sur les effets contestés doit conster par la procédure, afin de motiver l'adjudication qui s'en doit faire. N'importe que le Juge sache extra-

(a) Reg. 11, de reg. jur. in sext.

judiciairement que ces marchandises sont en effet de l'ennemi. Cette connoissance privée ne peut point le déterminer; & sa sentence doit porter sur une science publique, juridique & constatée par le procès (b).

§. I V.

2°. Dès que l'on doute, comme dans notre cas, si les effets saisis appartiennent à l'ennemi, & que l'Armateur ne justifie point sa prétention, il faut les faire rendre à celui qui en a été dépouillé. 1°. Parce que la possession fonde un droit de propriété (c). 2°. Parce que la demande sans preuve de l'Armateur ne peut point troubler cette possession (d). 3°. Parce

(b) Leg. illicitas §. veritas ff. de Offic. Præsid.

(c) Cujac. in cap. de fid. instrum.

(d) Vela, dissert. 48, n. 53.

que l'Armateur ne prouvant point sa prétention, le Juge ne doit point s'exposer contre l'intention des loix à porter une sentence préjudiciable aux intérêts du Défendeur (e).

§. V.

Je conviens qu'il faut avoir quelque égard pour les Armateurs, afin de les animer à la poursuite des ennemis qui intéressent si fort l'Etat. Mais je croirai toujours, malgré cette considération, qu'il est de la justice que l'Armateur démontre que les marchandises saisies sont de l'ennemi avant qu'on décide légitime sa capture. C'est là un point dont la démonstration est, à la vérité, difficile; & l'on pourroit penser que la légitimité de semblables Prises devroit être assez décidée par les conjectures, les présomptions & les indices

(e) Leg. 11, tit. 4, lib. 2, Recop.

qui auroient porté l'Armateur à les faire (f). Mais malgré cette difficulté, & quoi qu'on puisse recourir à des moyens privilégiés pour les cas dont la preuve est extrêmement difficile (g) ; nous tenons toujours que c'est au Demandeur à alléguer des preuves, quelles qu'elles soient. Nous l'avons déjà prouvé ; & d'ailleurs le mal, quelque motif qu'on ait de le présumer, ne doit point motiver une sentence, s'il n'est prouvé (h).

(f) Ex leg. licet Imperator 74, ff. de legat. 1.

(g) Leg. 19, tit. 16, lib. 5, Recop.

(h) Cap. dudum de præsumpt.



CHAPITRE XIV.

*Si l'on conteste que des effets trouvés
à bord d'un vaisseau Ami ou Allié
soient de l'ennemi , la preuve en
appartient-elle à l'Armateur ?*

§. I.

Nous ne prétendons point déroger dans ce Chapitre à ce que nous avons établi au commencement de cet Ouvrage, touchant l'immunité dont jouissent les biens de l'ennemi trouvés à bord des vaisseaux des Alliés. Il a été arrêté par différens Traités & autres conventions des Souverains, qu'ils y sont à couvert de toute poursuite. Mais comme quelques Nations sont dans l'usage de méconnoître cet asyle, nous nous trouvons

engagés à traiter ici la question que présente l'énoncé de ce Chapitre, afin qu'on sache à quoi s'en tenir dans les cas qui pourront y avoir du rapport.

§. II.

Pour procéder avec ordre il faut savoir qu'il y a des marchandises qu'on reconnoît aisément venir de chez l'ennemi. Cela paroît par la marque qu'elles portent, & sur-tout par le rapport des experts qui a toujours passé pour le moyen le plus sûr. Il a même été recommandé de préférence, comme exempt des fraudes qui altèrent souvent les marques des fabriques. Ces marques suffisoient autrefois pour décider de la qualité des marchandises; mais on a renoncé à ces preuves équivoques depuis qu'on en a vu l'insuffisance dans plusieurs cas pareils à celui que rapporte Platea (a). On avoit

(a) Gregor. Lopez, leg. 3, tit. 7, part. 5.

publié un manifeste dans le Duché de Spolete. Un Marchand fut surpris avec des marchandises portant les marques d'une fabrique ennemie. On alloit les lui saisir ; mais le Marchand entreprit de prouver , malgré la déposition de la marque , que ces marchandises ne venoient point de chez l'ennemi ; & il y réussit.

§. III.

Il est d'autres marchandises dont on ne sauroit fixer la qualité , ni par leurs marques , ni par l'examen des connoisseurs. La chose reste alors douteuse , & les experts n'entreprennent point de décider , pas même sur les pièces que les Marchands produisent.

§. IV.

Ces deux cas exigent différens pro-

cédés. Dans le premier, l'Armateur s'assure tellement le droit que la faisie lui donne sur les effets contestés, que c'est au vaincu à prouver qu'ils n'appartiennent point à l'ennemi, s'il ne veut pas les perdre. La raison en est que la qualité des marchandises fixe seule l'obligation de la preuve. Si elles portent la marque d'une fabrique ennemie, l'on est en droit de présumer qu'elles appartiennent aux Sujets du Souverain, dans les Etats duquel elles ont été fabriquées. Voici pourquoi : 1°. Le maintien, le profit & l'augmentation des Manufactures appartiennent naturellement aux Peuples chez qui elles sont établies. Puisqu'elles procurent tous les avantages que l'expérience rend si sensibles, il est naturel de penser que ce sont ces mêmes peuples, plutôt que les étrangers, qui se mêlent du débit des marchandises. 2°. Les Fabriques & les Manufactures
étant

étant le véhicule de la grandeur d'un Etat, il ne convient point que leurs ouvrages soient transportés par d'autres que par les Sujets du Souverain qui les a dans ses domaines. Ainsi dès-lors que ces marchandises portent la marque de ces Fabriques, elles sont censées appartenir à ceux que leur avantage intéresse le plus.

§. V.

Si les loix eussent prévu tous les cas possibles, la plus longue vie ne suffiroit point pour lire leurs immenses recueils. Il faudroit proscrire pour lors tous les argumens, toutes les subtilités du droit, & toutes les comparaisons si souvent employées, parce que le raisonnement n'auroit rien à faire là où la loi auroit décidé formellement. Mais comme les Législateurs n'ont prévu que les cas les plus communs;

Part. II.

H

il est à propos d'ajouter encore ici quelques réflexions, & d'appuyer notre décision d'exemples tirés d'autre cas;

§. VI.

Parmi les Déclarations qui défendent l'introduction des marchandises de contrebande dans notre Royaume; il en est une en date du 16 Mai 1628; qui ordonne à ceux qui porteront en Espagne des marchandises étrangères de les accompagner d'un certificat qui déclare le lieu de leur Fabrique, pour savoir d'où elles viennent. Mais il fut arrêté par une autre Déclaration du 31 Janvier 1630; que nonobstant ce certificat, on procéderoit à la confiscation desdites marchandises toutes les fois que la déposition des experts les déclareroit être d'un commerce prohibé.

§. VII.

Cette dernière Déclaration fait bien

voir que l'examen des experts est le moyen le plus sûr pour fixer la qualité des marchandises. Lorsque ces experts déclarent qu'elles sont d'une Fabrique ennemie, & qu'elles sont d'un commerce prohibé, l'Armateur n'est point tenu à aucune preuve. Il faut que celui sur qui il les aura prises fasse constater qu'elles lui appartiennent, & qu'en qualité de Sujet d'une Puissance amie, on ne peut point les lui confisquer avant qu'il les ait introduites dans le Royaume. Dans tout autre cas cette preuve seroit l'affaire de l'Armateur.

§. VIII.

Il résulte de ce que nous venons de dire que dans les cas où les experts ne pourront point fixer la qualité des marchandises, l'Armateur sera obligé de prouver qu'elles appartiennent à l'ennemi, sans cela on ne pourra ja-

mais les lui adjuger , sur-tout dans notre cas où les marchandises sont supposées être à bord d'un navire neutre ou allié.





CHAPITRE XV.

Si les procès que les Prises occasionnent doivent être jugés sur les pièces trouvées à bord du vaisseau pris , ou si l'on doit accorder au vaincu le tems d'en produire d'autres. Les Jugemens rendus en conséquence sont-ils sujets à l'appel.

§. I.

QUANT au premier point , nous croyons que ces procès ne doivent point être jugés sur les seules pièces qui auront été trouvées à bord du vaisseau pris , & qu'il faut que le vaincu puisse en produire d'autres dans le terme que le Juge lui fixera. L'expé-

rience n'apprend que trop que les pièces dont les Capitaines des vaisseaux Marchands sont munis, comme les Passports, Chartes-Parties, &c. sont souvent fausses & supposées, afin d'éluider le droit de l'Armateur, qui, sans cette fraude, seroit autorisé à saisir le navire & sa cargaison. Quoique ces Sentences doivent être sommaires (a); il n'est pas juste que les parties soient pour cela frustrées du délai que les loix leur accordent. Cela est fondé sur les articles 20, 21, 22 de la susdite Ordonnance, & très-conforme au droit naturel, qui, comme supérieur au droit positif, doit faire jouir des privilèges qu'il accorde nonobstant les dispositions contraires de ce dernier (b).

(a) Azevedo, in leg. 3, tit. 13, lib. 4; recop.

(b) Pignatelli, tom. 5, consult. canonic. consult. 5, n. 27.

§. II.

Quant au second point de la question, l'article 30 de l'Ordonnance des Courtes semble décider que ces Sentences ne sont point sujettes à révision. Dès-lors que l'Ordonnance veut que ces Jugemens soient sommaires, il paroît que les révisions ne devroient point avoir lieu, comme tendantes à reculer la décision définitive. Cela paroît d'ailleurs s'ensuivre de la nature même des Jugemens sommaires. La célérité qu'ils exigent interdit au Juge bien des formalités requises & indispensables dans d'autres cas. Il peut procéder les jours fériés, doit écarter tous les délais, ceux même que le droit autorise ; il est tenu d'abrégier la procédure & de rejeter toute appellation nuisible aux intéressés ; il doit couper court aux disputes des Avocats

Hiv.

& des Procureurs, & n'admettre qu'un nombre précis de témoins (c).

§. III.

Quelques plaufiblès que foient ces raisons, nous croyons que c'est fe conformer au droit que de foumettre ces Sentences à la révision du Tribunal fupérieur; en voici les raisons : 1°. Si l'on peut appeller des Sentences portées fur les Prifes par les Intendans de la Marine ou leurs Subdélégués, il n'eft point de motif qui puiffe empêcher la révision (d). 2°. La Requête tendante à la révision, *supplication*, ne doit point être rejetée, s'il n'eft expreffément défendu d'en préfenter (e);

(c) Clementina, fæpe de verb. fignif.

(d) Leg. final. §. cui confentaneum cod. de tempor. appellat. Scaccia, de appellat. quæft. 19, rem. 3.

(e) Yfemia, in tit. quæ fint regalia n. 87.

Or comme une pareille défense n'exista jamais à l'égard des Sentences concernant les Prises, on ne peut en refuser la révision, toutes les fois que quelqu'une des parties y aura recours, conformément aux loix de la *récompilation* qui ont parlé de la *supplication*. Qu'on ne dise pas que selon l'article 30 de l'Ordonnance l'appel des Sentences rendues sur les Prises en première instance doit être porté pardevant Sa Majesté; car on peut demander la révision, non-seulement des Sentences rendues par les Ministres du Conseil; mais aussi de celles que le Prince lui-même aura rendues (f). Telle est la pratique du Grand Conseil de guerre; auquel on appelle aujourd'hui des Sentences rendues par les Juges subalternes, en fait de Prises. Cela me con-

(f) Vela, dissert. 36, à num. 21, Matheu de recrimin. controuv. 66.

par plusieurs provisions du même Tribunal, que j'ai eu entre les mains ; faisant droit sur les supplications.

§. IV.

L'article 30 de l'Ordonnance, cité ci-dessus, & qui définit le Jugement sommaire, ne présente point une objection sans réponse. Pour y satisfaire, il est bon de distinguer les différentes espèces de Jugemens sommaires. Parmi celles que rapporte le célèbre Jurisconsulte Scaccia (g), il n'en est que deux qui viennent à notre objet. Il est des Jugemens sommaires qui ne le sont qu'à certains égards, & d'autres qui le sont absolument. Ceux-ci ont les qualités dont il est parlé au §. II de ce Chapitre, c'est à-dire, qu'ils excluent toutes les formalités intrinsèques intro-

(g) In Tractat. de judiciis. lib. 1, cap. 53.

duites par le droit. Les autres conviennent presque tout-à-fait avec les Jugemens ordinaires, admettent les mêmes formalités, & n'en diffèrent qu'en ce qu'ils exigent de plus courts délais (h). Cela posé, lorsque l'Ordonnance décide que les Jugemens concernant les Prises soient sommaires, elle n'a en vûe que les Jugemens sommaires à certains égards, puisqu'elle ne fait aucune mention des autres. Or ces Jugemens sont sommaires dès qu'ils abrogent les délais, rien ne s'oppose donc à ce qu'ils soient sujets à révision, de même que les Jugemens ordinaires avec lesquels ils conviennent dans tout le reste.

(h) Scaccia, ubi sup. n. 14.





CHAPITRE XVI.

De la part qui revient au Roi des Prises , des droits que doivent payer les Armateurs , soit Espagnols , soit Etrangers , qui conduisent leurs Prises dans nos Ports. Si ceux qui ont aidé à faire une Prise peuvent y prétendre leur part.

§. I.

SI la guerre est juste les Armateurs acquierent la propriété de tout ce qu'ils prennent (a). Le droit des gens y est formel , & déroge en cela au droit ancien , reçu chez les Romains

(a) §. 17. Instit. de rer. divis.

& chez les autres Nations , qui appliquoient au profit du Roi ou de l'E-tat les Prises faites sur les ennemis (b).

§. II.

Ce droit que les Armateurs ont sur leurs Prises n'est cependant pas si exclusif , qu'il n'en revienne quelque chose au Souverain dont ils dépendent. Tous les droits s'accordent à lui en donner une partie comme un hommage que le Preneur rend à l'autorité de son Prince. Ainsi Abraham donna à Melchisedec le dixième de ce qu'il avoit pris sur les ennemis. La même chose étoit encore pratiquée par les Romains à l'égard de leur Jupiter *Prædator* ; & les anciens Gaulois s'étoient conformés à cet usage (c).

(b) Autunez , de Donat. lib. 2 , cap. 26 : n. 49.

(c) Beyerlinck , *Theatr. vitæ hum. verb. ræda.*

§. III.

Nous distinguons en Espagne deux fortes de Prises faites sur les ennemis ; Celles que font les Armateurs , & celles que font les Flottes de Sa Majesté : Cette distinction est prise de la loi 29 , tit. 26 , part. 2.

§. IV.

Selon cette loi les Prises que font les Escadres & les vaisseaux du Roi lui appartiennent sans partage. Mais cela n'empêche pas qu'il ne doive récompenser ses Sujets victorieux. Ainsi en usa Valerius Corvinus , Général des Romains , qui partagea à ses soldats les dépouilles des Samnites (*d*). Le Sénat en fit de même à l'occasion du sac des Villes de l'Epire (*e*).

(*d*) Idem.

(*e*) Idem.

§. V.

La raison de cette pratique est très-censée. Il n'est rien en effet de plus avantageux au service des Souverains, & au bonheur d'un Etat que de récompenser le soldat victorieux. Une funeste expérience a fait voir quelquefois combien il est dangereux de le négliger.

§. VI.

Il n'est pas besoin en Espagne de peser sur les *grands biens* qui résultent d'une pratique aussi sage. Plusieurs Déclarations Royales, témoins de la libéralité de nos Rois, nous démontrent qu'ils ne l'ont jamais négligée. Il fut ordonné en 1513 à Dom Pedro Arias Davila, de distribuer à l'équipage de la Flotte qu'il commandoit, les deux cinquièmes des Prises qu'il feroit sur l'ennemi. Mais une Ordon-

nance du Conseil de guerre en date du 24 Janvier 1633, accorde la Prise entière à la Flotte, n'en réservant qu'un cinquième pour le Roi.

§. VII.

Cette Déclaration ne dit rien des vaisseaux pris sur les ennemis. Mais la loi 5, tit. 16, part. 2, décide qu'ils appartiennent au Roi. Il est vrai que les Déclarations postérieures ont arrêté qu'ils ne reviendroient à Sa Majesté qu'autant que ce seroient des vaisseaux de guerre, & qu'ils seroient pris avec leurs agrêts, avec l'Artillerie & autres choses en dépendantes. L'Ordonnance de 1633, veut que les autres vaisseaux soient partagés aux soldats de la Flotte, de même que tout ce qu'on prendra sur les ennemis, à moins que ce ne soit des effets que ces derniers auroient enlevé

enlevé à nos vaisseaux venant des Indes Orientales ou Occidentales. La même Déclaration ordonne que si , parmi les navires qui devront revenir à l'équipage , il s'en trouve quelqu'un qui puisse être employé au service de Sa Majesté , on le lui réserve , en en payant toutefois le prix qui en aura été fixé.

§. VIII.

Tout ce que nous venons de dire ne regarde que les Prises faites par les Flottes de Sa Majesté à l'égard de celles que font les Particuliers qui ont armé à leurs frais , & se sont exposés à tant de périls , il est certain que le droit des gens les adjuge au Preneur. Il doit cependant en payer le cinquième au Roi , qui lui est dû à titre d'hommage , & pour d'autres raisons détaillées dans la loi 20 , tit. 4 , Liv. 6 de la *récompilation*. Cette Redevance est d'autant plus juste , que le Roi est

Part. II. I

tenu de purger les mers des Pirates &c des ennemis.

§. I X.

Mais Sa Majesté voulant animer encore davantage les Armateurs à la poursuite des ennemis, elle a renoncé, par un effet de sa bonté, à ce cinquième qui lui revenoit de leurs captures. Cela consiste de l'article 3 de l'Ordonnance des Courses, par lequel le Roi délivre les Armateurs de tous droits quelconques qu'il pourroit exiger.

§. X.

En vertu de ces dispositions si favorables, les Armateurs ne payent plus au Roi pour leurs Prises que le droit d'entrée auquel les étrangers sont aussi obligés de satisfaire. Cela est porté par une Déclaration du premier Décembre 1709.

§. X I.

Notre intention n'avoit point été

d'examiner si ceux qui ont aidé à faire une Prise doivent entrer dans le partage qui s'en fait. Nous avons crû que ce point étoit incontestable , & que chacun y devoit avoir sa part , selon son grade , de même qu'il avoit partagé le péril de l'entreprise. Mais ayant vû dans le Mercure Politique du mois de Février de l'année 1745 , à l'article de Londres , qu'une pareille question avoit long-tems arrêté le Conseil de l'Amirauté, cela nous a déterminé à en dire quelque chose. Voici le fait.

§. XII.

Le vaisseau de guerre le *Gloucester* & la chaloupe le *Trial* , se trouvant hors d'état de tenir la mer , l'Amiral *Anson* les fit couler à fond , après avoir fait passer à bord du *Centurion* qu'il montoit, les Officiers & l'équipage qui étoient en plus grand nombre que ceux du *Centurion* , & qui ai-

derent à prendre un vaisseau ennemi. L'Amiral prétendoit que les Officiers de ces deux vaisseaux ne devoient participer au profit de la Prise que sur le pied de Mariniers. Mais ils alléguèrent qu'ayant exposé leurs vies comme les Officiers du Centurion , & contribué autant qu'eux à la Prise du navire ennemi , ils devoient avoir part au profit , de la même maniere. La Sentence de l'Amirauté n'ayant point été favorable à l'Amiral , il en appella , & le 29 de Janvier 1745 , il y eut à Cockpit une assemblée du Conseil. Après bien des délibérations l'affaire fut remise à deux jours , & l'on décida enfin en faveur des Officiers.

§. XIII.

Nous ne pouvons qu'être étonnés de voir prendre plusieurs jours pour statuer sur un point dont la décision étoit si naturelle. C'est un principe du droit des gens que les Prises appar-

tiennent à ceux qui les font par droit de conquête, & c'est un principe d'équité que ceux qui les font aux dépens de leur vie ne soient pas privés d'un avantage qu'ils achettent si cher. Il n'est pas moins certain que tous ceux qui sont de la partie dans le tems que l'ennemi se rend, doivent avoir part au profit. Cela va si loin, que selon le sentiment de plusieurs Jurisconsultes célèbres, ceux-là mêmes doivent participer au butin, qui ne se sont trouvés au combat que comme spectateurs, parce que, sans qu'ils combattent, leur présence contribue beaucoup à la victoire (f).

§. XIV.

D'où il s'ensuit que les Officiers doivent avoir leur part du profit en leur qualité d'Officiers, & non pas sur le pied de Matelots.

(f) *Celebris Textus*, in leg. 3, ff. de vi & vi armata.

§. X V.

Une raison de convenance suffiroit pour le prouver. Car les Officiers seroient bien éloignés de combattre avec le courage & l'honneur qui conviennent à leur rang, s'ils ne devoient être récompensés que comme de simples Mariniers. Ce seroit le moyen d'exposer l'honneur du Souverain, & souvent même de faire échouer l'entreprise.

§. X V I.

Lorsque l'Amiral Anson fit passer à son bord les Officiers du *Gloucester* & du *Trial*, ils avoient leurs Commissions d'Officier, que cet Amiral n'avoit point le pouvoir de leur ôter. Ainsi, quoiqu'on ne pût pas dire qu'ils fussent Officiers du *Centurion*, ils l'étoient incontestablement du Roi d'Angleterre. C'est en cette qualité qu'ils devoient être employés au combat & récompensés.

Fin de la dernière Partie.

APPROBATION.

J'ai lu par ordre de Monseigneur le Chancelier, un Manuscrit qui a pour titre : *Traité Juridico-Politique des Prises*, &c. traduit de l'Espagnol de M. le Chevalier d'Abreu. Fait à Paris ce 27 Juillet 1758. MOREAU.

PRIVILEGE DU ROI.

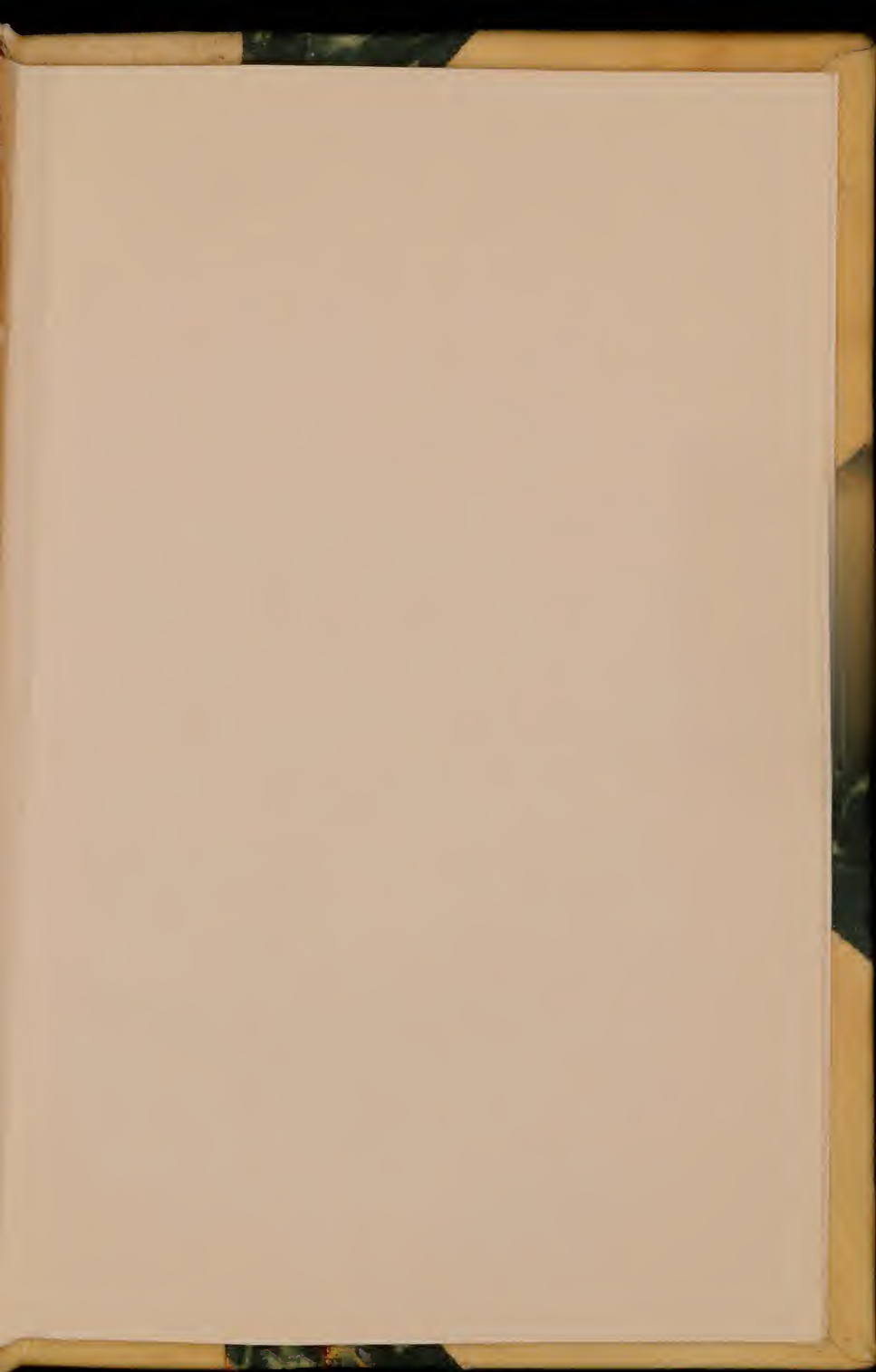
LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, A nos amez & féaux Conseillers, les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand Conseil, Prévôts de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenants Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra :
SALUT. Notre amée la Veuvede François DELAGUETTE Imprimeur-Libraire à Paris, Nous a fait exposer qu'elle désireroit faire imprimer & donner au Public un Ouvrage qui a pour titre : *Traité Juridico-politique sur les Prises maritimes, & sur les moyens qui doivent concourir pour les rendre légitimes*, S'il Nous plaisoit lui accorder nos Lettres de Permission pour ce nécessaires :
A CES CAUSES, voulant favorablement traiter l'Exposante, Nous lui avons permis & permettons par ces Présentes, de faire imprimer ledit Ouvrage autant de fois que bon lui semblera, & de le vendre, faire vendre & débiter par tout notre Royaume pendant le temps de trois années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes. Faisons défenses à tous Imprimeurs, Libraires & autres Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangère dans aucun lieu de notre obéissance. A la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris dans trois mois de la date d'icelles; que

L'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, en bon papier & beaux caractères, conformément à la feuille imprimée attachée pour modèle sous le contre-scel des Présentes, que l'Impétrante se conformera en tout aux Réglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10. Avril 1725. qu'avant de l'exposer en vente, le Manuscrit qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage, sera remis dans le même état où l'Approbation y aura été donnée, es mains de notre très-cher & féal Chevalier Chancelier de France, le Sieur DELAMOIGNON, & qu'il en sera ensuite remis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, & un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier, Chancelier de France, le Sieur DELAMOIGNON; le tout à peine de nullité des Présentes: du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ladite Expositante & ses ayans causes, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons qu'à la Copie des Présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage, soit ajoutée comme à l'Original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution d'icelles tous Actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, & nonobstant Clameur de Haro, Charte Normande, & Lettres à ce contraires. CAR tel est notre plaisir. DONNE' à Versailles le Seizième jour du mois Juin, l'An de grace 1758. & de notre Règne le quarante-troisième. Par le Roi en son Conseil. Signé LE BEGUE.

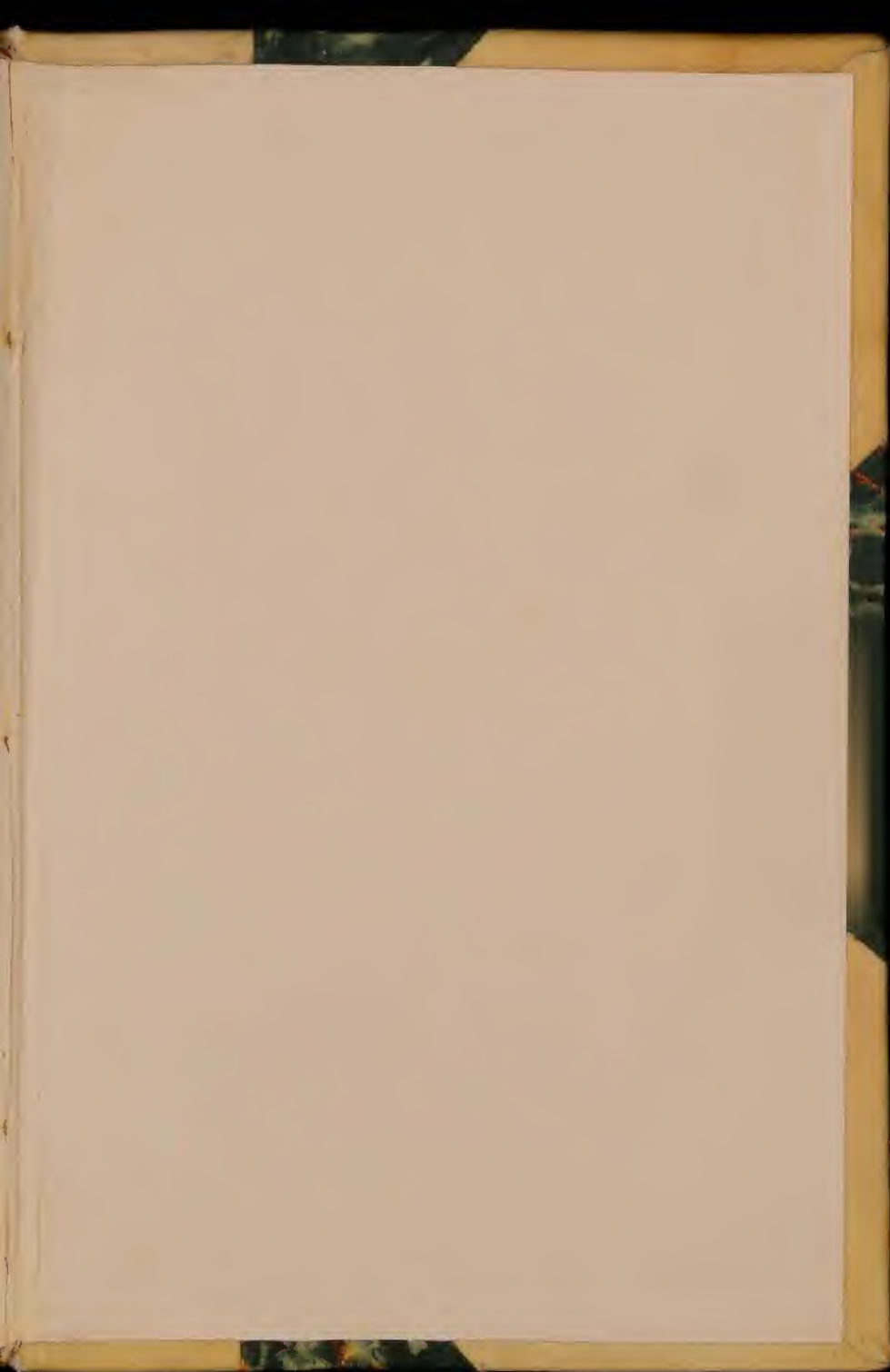
Registré sur le Registre 14 de la Chambre Royale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N°. 67. fol. 317. conformément aux anciens Réglemens, confirmé par celui du 28 Février 1723. A Paris, le vingt-troisième jour du mois de Juin 1758. P. G. LE MERCIER, Syndic.

4977











D'ABREU

TRAITE
SUR LES
PRISES
MARITIMES
II

sa liberté, ses biens & sa vie pour le recouvrement des biens de ses compatriotes pris par l'ennemi, doit les garder au moins comme une juste compensation des périls qu'il a courus. A cette raison ils en ajoutent une autre : car, disent-ils, si celui qui a fait la Reprise avoit été vaincu par l'ennemi, il est certain qu'il n'auroit aucune action contre le premier possesseur pour se faire indemniser des pertes qu'il auroit faites ; & par conséquent en dépouillant l'ennemi de sa Prise, il doit avoir un droit incontestable sur elle. (f).

§. VIII.

Comme aucun de ces sentimens n'est conforme aux articles de notre Ordon-

(f) Alexio, ad consultat. capic. latri. 97, n. 3, alios citans, & allegans, leg. 2, cod. de alluvionib.

nance des Courses qui a prévu tous les cas concernant les Reprises, nous devons les abandonner pour nous en tenir de préférence à ses dispositions, qui, comme faisant un Droit Royal & Public, doivent prévaloir sur le Droit Commun, & sur l'autorité des Auteurs. Voici comment s'explique l'art. 10 de ladite Ordonnance : « Si un » navire de quelqu'un de mes Sujets est » repris sur les ennemis après avoir été » en leur pouvoir pendant *vingt-quatre* » heures, il appartiendra au Repreneur, » mais s'il est repris avant ce terme, il » devra être restitué à son premier Maî- » tre, excepté le tiers, qui appartiendra au Repreneur ». Si le navire, dit l'article 11, a été abandonné par l'ennemi, ou si une tempête, ou quelque autre accident imprévu le fait tomber entre les mains de mes Sujets, avant qu'il ait été conduit dans quelque Port ennemi ; il sera rendu au

colorchecker

x-rite

MSCPPCC0613

MSCPPPE0613

x-rite